

ANNEXE 6 : 2^e POLYCOPIE DES TD : LE FASCICULE

1ERE ANNEE DEUG DE SCIENCES ECONOMIQUES

ECONOMIE POLITIQUE

FASCICULE 1

LES GRANDS COURANTS DE LA PENSEE ECONOMIQUE
--

Séance 1 : Présentation des T.D. et des modalités de contrôle continu.
Distribution du plan de cours, du calendrier des T.D. et du fascicule 1.

Séance 2 : Les Mercantilistes et les Physiocrates.

Séance 3 : Division du travail et taylorisme.

Séance 4 : Le matérialisme historique.

Séance 5 : Interro-écrite sur le fascicule 1.

ANNEE UNIVERSITAIRE 2001-2002

Séance 2 : Les Mercantilistes et les Physiocrates

TEXTE 1 : SISMONDI, *Nouveaux Principes d'Economie Politique*
- Extrait : Chapitres V et VI, pp. 76-86-

LE SYSTÈME MERCANTILE

77
négociants, et il sollicita de partout leurs avis. Tous deux ouvrirent divers genres de richesses ; tous deux protégèrent l'esprit d'entreprise, et honorèrent l'activité industrielle, qui répandait l'abondance dans leur pays.

Colbert, le plus récent de ces deux ministres, précéda de longtemps les écrivains qui ont traité de l'économie politique comme d'une science, et qui l'ont réduite en corps de doctrine. Il avait cependant un système sur la richesse nationale ; il en fallait un pour donner de l'ensemble à ses opérations, et pour désigner clairement à sa vue l'objet auquel il voulait atteindre : ce système lui fut probablement suggéré par les négociants qu'il consulta ; c'est celui qu'on désigne par le nom de *mercantilisme*, et quelquefois aussi par celui de *colbertisme* ; non que Colbert en soit l'auteur, non qu'il l'ait développé dans aucun ouvrage, mais parce qu'il est sans comparaison le plus illustre entre ceux qui l'ont professé ; parce que, malgré les erreurs que, entre les nombreux écrivains qui ont exposé les mêmes opinions, il n'y en a aucun qui ait fait preuve d'assez de talent évidemment pour fixer son nom dans la mémoire des lecteurs.

Il est juste cependant de séparer absolument le système mercantil du nom de Colbert ; c'était un système inventé par des marchands, dans un pays où ils étaient sujets et non pas citoyens, où on les écartait des affaires publiques tout en leur demandant des conseils, et où on les réduisait à ne connaître que leurs propres intérêts, en leur faisant juger ceux des autres. C'était aussi un système adopté par tous les ministres des gouvernements absolus, lorsqu'ils se donnaient la peine de s'occuper sur les finances ; et Colbert n'y a eu d'autre part que celle de l'avoir suivi sans le réformer.

Après avoir longtemps traité le commerce avec un orgueillement mépris, les gouvernements avaient enfin reconnu en lui une des sources les plus abondantes des richesses nationales. Toutes les grandes fortunes de leurs rois n'appartenaient pas aux négociants ; mais quand les rois éprouvaient des besoins subits, quand ils voulaient lever à la fois des sommes considérables, les négociants seuls les

1. Le système mercantile se trouve développé dans divers ouvrages de Charles Davenant, 1699, 1700 ; dans Melon, *Essai politique sur le Commerce*, 1734 ; dans James Stewart, *An Inquiry into the Principles of Political Economy*, 4 vol., 1764, 1765 ; et dans Anton. Guovesi, *Lezioni di Commercio, ossia d'Economia civile*, Milano, 2 vol., 1768.

CHAPITRE V

Le système mercantile

Il y avait aux XVI^e et XVII^e siècles trop peu de liberté en Europe, pour que les premiers philosophes qui s'occupèrent d'économie politique, pussent soumettre leurs spéculations aux yeux du public ; et les finances étaient enveloppées d'un trop profond secret, pour que ceux qui n'étaient pas dans les affaires connussent les faits, d'où ils auraient pu déduire des règles générales. Aussi ce fut dans les ministères que commença l'étude de l'économie politique, lorsque, par un heureux hasard, les rois placèrent à la tête de leurs finances des hommes qui réunissaient les talents à la probité, et à l'amour du bien public.

Deux grands ministres en France, Sully sous Henri IV, et Colbert sous Louis XIV, portèrent les premiers quelque lumière sur un sujet, jusqu'alors considéré comme un secret d'Etat, où le mystère avait nourri et caché de monstrueuses erreurs. Malgré tout leur génie et toute leur puissance, établis dans les finances l'ordre, la clarté, et une certaine uniformité, était une tâche au-dessus de leurs forces. Cependant l'un et l'autre, après avoir réprimé les voleries effroyables des traitants, et avoir rendu, par leur protection, quelque sûreté aux fortunes privées, entrevirent les vides sources de la prospérité nationale, et s'occupèrent de les faire couler avec plus d'abondance. Sully accorda surtout sa protection à l'agriculture ; il répéta ce que *patruage et labourage jointes forment les deux mamelles de l'Etat*. Colbert qui était, à ce qu'on assure, issu d'une famille engagée dans le commerce des draps, originaire que la vanité de la cour de Louis XIV le contraignit à dissimuler, chercha surtout à faire prospérer les manufactures et le commerce. Il s'en toura des conseils des

pouvaient servir. Les propriétaires de terre avaient souvent d'immenses revenus, les chefs de manufactures faisaient exécuter d'immenses travaux ; mais les uns et les autres ne pouvaient disposer que de leurs rentes, que de leurs produits annuels ; les négociants seuls offraient au besoin la totalité de leur fortune au gouvernement. Comme leur capital était représenté tout entier par des denrées déjà prêtes pour la consommation, par des marchandises destinées à l'usage immédiat du marché où ils les vendaient transportées, ils pouvaient les vendre d'une heure à l'autre, et réaliser, avec moins de perte qu'aucun autre citoyen, les sommes qu'on leur demandait. Les négociants trouvaient donc moyen de se faire écouter, parce qu'ils avaient en quelque sorte le commandement de tout l'argent de l'État, et qu'en même temps ils étaient presque indépendants de l'autorité, car ils pouvaient le plus souvent soustraire aux coups du despotisme une fortune qui demeurait inconnue, et la transporter d'un moment à l'autre, avec leur personne, dans un pays étranger.

Les gouvernements auraient volontiers augmenté les profits des marchands, sous condition de partager avec eux. Ils crurent qu'il ne s'agissait pour cela que de s'entendre. Ils offrirent aux marchands la force pour appuyer l'industrie ; et puisque le bénéfice de ceux-ci consistait à vendre cher, et à acheter bon marché, ils crurent qu'ils protégeraient efficacement le commerce, s'ils lui donnaient les moyens de vendre plus cher encore, et d'acheter meilleur marché. Les marchands qu'ils consultèrent, insistent évidemment ces offres ; c'est ainsi que naquit le système mercantile. Antonio de Leyva, Fernand de Gonzague, le duc de Tolède, ces avides vice-rois de Charles Quint et de ses descendants, inventeurs de tant de monopoles, n'avaient pas d'autre notion d'économie politique. Dès qu'on voulait cependant réduire en système cette spoliation méthodique des consommateurs, dès qu'on en occupa des assemblées délibérantes, dès que Colbert consulta les corporations, dès que le public enfin commença à s'emparer de ces matières, il fallut chercher une base plus honorable à ces transactions, il fallut s'occuper, non pas seulement de l'avantage du financier et du marchand, mais de celui de la nation ; car les calculs de l'égoïsme ne peuvent se présenter au grand jour ; et le premier bienfait de la publicité, c'est de forcer au silence les sentiments vicieux.

Le système mercantile reçut alors une forme plausible ; et il faut sans doute qu'elle soit telle, puisque, jusqu'à ce jour, elle a séduit le plus grand nombre des gens d'affaires, dans la finance et dans le

CHAPITRE V

Le système mercantile

Il y avait aux XVI^e et XVII^e siècles trop peu de liberté en Europe, pour que les premiers philosophes qui s'occupèrent d'économie politique, pussent soumettre leurs spéculations aux yeux du public ; et les finances étaient enveloppées d'un trop profond secret, pour que ceux qui n'étaient pas dans les affaires connussent les faits, d'où ils auraient pu déduire des règles générales. Aussi ce fut dans les ministères que commença l'étude de l'économie politique, lorsque, par un heureux hasard, les rois placèrent à la tête de leurs finances des hommes qui réunissaient les talents à la probité, et à l'amour du bien public.

Deux grands ministres en France, Sully sous Henri IV, et Colbert sous Louis XIV, portèrent les premiers quelque lumière sur un sujet, jusqu'alors considéré comme un secret d'État, où le mystère avait nourri et caché de monstrueuses erreurs. Malgré tout leur génie et toute leur puissance, établie dans les finances incertaines, la clarté, et une certaine uniformité, était une tâche au-dessus de leurs forces. Cependant l'un et l'autre, après avoir réprimé les voleries effroyables des traitants, et avoir rendu, par leur protection, quelque sûreté aux fortunes privées, entrevirent les vraies sources de la prospérité nationale, et s'occupèrent de les faire couler avec plus d'abondance. Sully accorda surtout sa protection à l'agriculture ; il espérait que *l'usage et le labourage liaient les deux manettes de l'État*. Colbert qui était, à ce qu'on assure, issu d'une famille engagée dans le commerce des draps, originaire de la cour de Louis XIV le contraignit à dissimuler, chercha surtout à faire prospérer les manufactures et le commerce. Il s'entoura des conseils des

commerce. La richesse, disent ces premiers économistes, c'est l'argent. Les deux mots étaient reçus presque comme synonymes dans l'usage universel, et personne ne songea à révoquer en doute l'identité de l'argent avec la richesse. L'argent, ajoutèrent-ils, dispose du travail de l'homme et de tous ses fruits ; c'est lui qui les fait naître, lorsqu'il offre de les payer ; c'est par lui que l'industrie se soutient dans un État, c'est à lui que chaque individu doit sa subsistance, et la continuation de sa vie. L'argent est surtout nécessaire dans les rapports de nation à nation ; l'argent fait la force des armées et assure le succès de la guerre ; le peuple qui en a, commande à celui qui n'en a pas. Toute la science de l'économie politique doit donc avoir pour but de donner à la nation beaucoup d'argent. Mais l'argent que possède un État ne peut être augmenté en quantité, qu'autant qu'on en extrait du nouveau de la terre, ou qu'on en importe du dehors. Il faut donc ou travailler avec aident aux mines d'argent, si l'on en possède, ou chercher à se procurer, par le commerce étranger, celui que d'autres nations ont extrait de leurs mines.

En effet, ajoutent les auteurs de ce système, tous les échanges qui se font dans un pays, toutes les ventes, tous les achats que des Anglais, par exemple, contractent entre eux, n'augmentent pas d'un sou le numéraire enfermé entre les rivages de l'Angleterre ; par conséquent, tous les profits qu'on obtient par un commerce ou une industrie intérieurs sont illusoire. Les particuliers s'enrichissent bien, mais aux dépens d'autres qui se ruinent ; ce que l'un gagne, l'autre l'a perdu, et la nation ayant, après tous ces marchés, précisément le même nombre d'écus qu'auparavant, n'en est ni plus riche, ni plus pauvre, quels qu'aient été l'industrie des uns, la faiblesse ou la prodigalité des autres.

Mais le commerce étranger a de tout autres conséquences, puisque toutes ses transactions étant accomplies avec de l'argent, son résultat naturel est d'en faire entrer, ou d'en faire sortir de l'État. Pour que la nation s'enrichisse, pour qu'elle augmente le nombre de ses écus, il faut donc régler son commerce étranger de telle sorte, qu'elle vende beaucoup aux autres nations, et qu'elle achète peu d'elles. En poussant le système à la rigueur on devrait dire, il faut qu'elle vende toujours et qu'elle n'achète jamais ; mais comme on sait bien qu'une telle prohibition d'acheter, détruirait tout commerce, les auteurs de cette théorie se sont contentés de demander qu'une nation ne fit d'autres échanges que ceux dont le résultat final devrait lui être soldé en argent ; car, disent-ils, de même que chaque mar-

négociants, et il sollicita de partout leurs avis. Tous deux ouvrirent des routes et des canaux, pour faciliter les échanges entre les divers genres de richesses ; tous deux protégèrent l'esprit d'entreprise, et honorèrent l'activité industrielle, qui répandait l'abondance dans leur pays.

Colbert, le plus récent de ces deux ministres, précéda de longtemps les écrivains qui ont traité de l'économie politique comme d'une science, et qui l'ont réduite en corps de doctrine. Il avait cependant un système sur la richesse nationale ; il en faisait un pour donner de l'ensemble à ses opérations, et pour désigner clairement à sa vue l'objet auquel il voulait atteindre : ce système lui fut probablement suggéré par les négociants qu'il consulta ; c'est celui qu'on désigne par le nom de mercantile, et quelquefois aussi par celui de *colbertisme* ; non que Colbert en soit l'auteur, non qu'il l'ait développé dans aucun ouvrage, mais parce qu'il est sans comparaison le plus illustre entre ceux qui l'ont professé ; parce que, malgré les erreurs de la théorie, il en a tiré des applications hautement utiles, et parce que, entre les nombreux écrivains qui ont exposé les mêmes opinions, il n'y en a aucun qui ait fait preuve d'assez de talent seulement pour fixer son nom dans la mémoire des lecteurs.

Il est juste cependant de séparer absolument le système mercantile du nom de Colbert ; c'était un système inventé par des marchands, dans un pays où ils étaient sujets et non pas citoyens, où on les écartait des affaires publiques tout en leur demandant des conseils, et où on les réduisait à ne connaître que leurs propres intérêts, en leur faisant juger ceux des autres. C'était aussi un système adopté par tous les ministres des gouvernements absolus, lorsqu'ils se donnaient la peine de réfléchir sur les finances ; et Colbert n'y a eu d'autre part que celle de l'avoir suivi sans le réformer.

Après avoir longtemps traité le commerce avec un orgueilleux mépris, les gouvernements avaient enfin reconnu en lui une des sources les plus abondantes des richesses nationales. Toutes les grandes fortunes de leurs États n'appartenaient pas aux négociants ; mais quand les rois éprouvaient des besoins subits, quand ils voulaient lever à la fois des sommes considérables, les négociants seuls les

1. Le système mercantile se trouve développé dans divers ouvrages de Charles Davenant, 1699, 1700 ; dans Melon, *Essai politique sur le Commerce*, 1754 ; dans James Stewart, *Inquiry into the Principles of political economy*, 4 vol., Lond., 1763 ; et dans Anton. Genovesi, *Lezioni di Commercio, ossia d'Economia civile*, Milano, 2 vol., 1768.

TEXTE A : SIMONAI, Nouveaux Principes d'Economie Politique
 Extrait : Capriolo IV et V, pp. 76-86
 Source B : Les Mercantilistes et les Physiocrates

2

chand, en traitant avec son correspondant, voir, au bout de l'année, s'il lui a plus vendu qu'acheté, et se trouve alors créancier ou débiteur d'une balance de compte qui est soldée en argent ; de même une nation, en additionnant tous ses achats et toutes ses ventes avec chaque nation, ou avec toutes ensemble, se trouve, chaque année, créancière ou débitrice d'une balance commerciale qui doit être soldée en argent. Si elle la paye, elle s'appauvrit constamment ; si elle la reçoit, elle ne cesse de s'enrichir.

La conséquence nécessaire de ce système était de faire accorder par le gouvernement une faveur constante au commerce d'exportation ; de l'appeler en même temps à surveiller sans cesse l'industrie, pour lui faire prendre la seule direction qui fût avantageuse à l'État sans l'être davantage aux particuliers. Il était reconnu que le marchand qui s'enrichissait dans un commerce intérieur n'enrichissait point sa patrie, qu'il la ruinait en lui faisant acheter des marchandises étrangères ; et que, dût-il au contraire se ruiner lui-même en vendant des marchandises nationales aux étrangers, il profitait au public en faisant entrer des écus. Tout fut donc soumis à des règlements, pour suppléer à l'intérêt privé auquel on ne croyait pas pouvoir se fier ; l'industrie fut encouragée pour la forcer à exporter sans cesse, et les frontières furent couvertes de gardes, pour l'empêcher d'importer des marchandises, ou pour retenir l'argent, si on voulait le faire sortir.

Les auteurs du système avaient encore représenté au gouvernement, que, pour tirer beaucoup d'argent des étrangers, il importait de leur vendre, non pas les produits bruts du territoire, mais ces produits après que l'industrie nationale en avait élevé la valeur ; que les manufactures des villes doubtaient et souvent décuplaient le prix des produits de la campagne ; que c'était donc les manufactures qu'il importait d'encourager, et que l'autorité devait intervenir pour empêcher qu'une matière première, qui pourrait recevoir une grande valeur par une industrie nationale ne passât aux étrangers dans son état non ouvré, lorsqu'elle ne valait encore que peu d'argent. Les règlements nés du système mercantile prirent donc un second caractère ; ils prohibèrent la sortie des matières premières, en encourageant celle des matières ouvrées, et, tout occupés des profits des marchands exportateurs, ils combinèrent toute chose pour leur donner le moyen d'acheter bon marché et de vendre cher, dût-il en résulter une perte évidente pour les autres classes de la nation.

Le système mercantile n'est plus aujourd'hui ouvertement professé

par aucun écrivain, mais il a laissé de profondes racines dans l'esprit de tous ceux qui se mêlent du gouvernement. Il agit encore par la force du préjugé, et par la confusion du langage, sur ceux qui redoutent de s'engager dans des théories abstraites. La plupart des règlements auxquels les peuples sont assujettis, ne sont aujourd'hui même que des applications de ce système, et la balance commerciale n'existe que pour ceux qui l'adoptent, quoique plusieurs s'abstiennent encore à le calculer. Ce n'est point une tâche peu importante que celle de rechercher l'origine des idées généralement répandues, et de montrer à ceux qui croient tenir un principe, qu'il n'est lui-même que la conséquence d'une autre opinion non encore discutée.

CHAPITRE VI

Le système agricole ou des économistes

Le système mercantile a été pendant un siècle universellement adopté par les gouvernements, universellement invoqué par les négociants et les chambres de commerce, universellement commenté par les écrivains, comme s'il était démontré avec la plus haute évidence, sans que personne se donnât la peine de l'établir sur des preuves nouvelles. Mais après le milieu du XVIII^e siècle, le docteur Quesnay lui oppose son Tableau économique, commenté ensuite par Mirabeau et par l'abbé de La Rivière, développé par Dupont de Nemours, analysé par Turgot, et adopté par une secte nombreuse qui se forma en France sous le nom d'économistes. Cette secte gagna aussi des partisans en Italie ; c'est celle de toutes qui a le plus écrit sur la science qui nous occupe. Cependant elle avait admis les principes du docteur Quesnay avec une si aveugle confiance, elle leur est demeurée si implicitement fidèle, qu'on découvre à peine quelque différence d'opinions ou quelques progrès entre ses écrivains¹.

Quesnay fonda donc le second système en économie politique, qu'on nomme encore le système des physiocrates, mais plus communément le système agricole ou économiste. Il chercha avant tout à déterminer en quoi consistait la richesse, car l'or et l'argent lui paraurent n'en être que le signe, qu'un moyen d'échange entre tous les hommes, et que le prix de tous les marchés : leur seule abondance

1. *Tableau économique et Maximes générales du gouvernement économique*, par François Quesnay, Versailles, 1758. — *L'Art de la bonnie*, par Mirabeau, Paris, 1759. — *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, par Mercier de La Rivière, Paris, 1767. — *Physiocratie*, par Dupont de Nemours, Paris, 1768.

ne lui parut point constituer la prospérité d'une nation. Il porta donc ses regards sur les différentes classes d'hommes entre les mains desquels on voit les richesses s'accumuler. Il chercha parmi eux les hommes auxquels il pourrait attribuer un pouvoir créateur, les hommes chez qui il verrait la richesse commencer, pour être ensuite transmise à d'autres. Les premiers sur lesquels il porta ses regards ne lui parurent occupés que d'échanges, qui déplaçaient la richesse, mais qui ne la créaient pas.

Le négociant, qui porte d'un continent à l'autre les productions des deux hémisphères, et qui, rentré dans les ports de sa patrie, retrouve, lorsqu'il vend sa cargaison, une somme double de celle avec laquelle il avait commencé ses courses, ne parut néanmoins au docteur Quesnay avoir fait autre chose qu'un échange. S'il avait vendu aux colonies les étoffes d'Europe à un prix plus élevé qu'elles ne lui avaient coûté, c'est qu'elles valaient réellement davantage. Avec leur prix d'achat il devait encore se faire rembourser de la valeur de son temps, de ses soins, de sa subsistance, et de celle de ses matelots et de ses agents, pendant ses voyages. Il avait un remboursement semblable à prétendre sur le prix de vente des cotons ou des sucres qu'il rapportait en Europe. Si, à la fin de son voyage, il lui restait quelque profit, c'était le fruit de son économie et de son savoir-faire. Le salaire que lui avaient alloué les consommateurs pour la peine qu'il avait prise en voyage était plus ample que la somme qu'il avait dépensée ; n'importe, car il est de la nature d'un salaire de devoir être dépensé en entier par celui qui le gagne ; et, s'il avait dépensé le sien, il n'aurait rien ajouté à la richesse nationale par le travail de toute sa vie, puisque les marchandises qu'il rapportait ne faisaient que compenser tout juste la valeur des marchandises qu'il avait données en échange ajoutée au salaire de lui-même et de tous ceux qui s'étaient employés avec lui dans son commerce.

D'après ce raisonnement, le philosophe français donna au commerce de transport le nom de *commerce d'économie*, qui lui est demeuré. Il n'est, dit-il, point destiné à pourvoir aux besoins de la nation qui l'exerce, mais seulement à servir les convenances de deux nations étrangères. La première n'en retire d'autre bénéfice qu'un salaire, et ne peut s'enrichir que par l'économie qu'elle fait sur ce salaire.

Le docteur Quesnay, passant ensuite aux manufactures, les considéra comme un échange, tout aussi bien que le commerce. Mais,

au lieu d'avoir pour objet deux valeurs présentes, leur contour primitif fut à ses yeux l'échange du présent contre l'avenir. Les marchandises produites par le travail de l'artisan ne furent, selon lui, que l'équivalent de son salaire accumulé. Pendant qu'il travaillait il avait consommé pour vivre les fruits de la terre ; un autre produit de la terre était l'objet de son travail. Mais le rissierant devait retrouver dans le prix de la toile détachée de son métier, d'abord le prix du lin ou du chanvre dont elle était fabriquée, ensuite le prix du blé et de la viande qu'il avait consommés pendant tout le temps qu'il avait été occupé à la filer et à la tisser. L'ouvrage qu'il avait achevé ne représentait autre chose que ces diverses valeurs accumulées.

Enfin l'économiste français porta ses regards sur l'agriculture. Le laboureur lui parut être dans la même condition que le commerçant et l'artisan. Comme le dernier, il fait avec la terre un échange du présent contre l'avenir. Les récoltes qu'il fait naître renferment la valeur accumulée de son travail ; elles lui paient un salaire auquel il a le même droit que l'artisan et le marchand, car c'est de même la compensation de tous les fruits de la terre qu'il a consommés pour en faire naître de nouveaux. Mais, après que ce salaire a été prélevé, il reste un revenu net qu'on ne voyait point naître des manufactures ou du commerce : c'est celui que le laboureur paie au propriétaire pour l'usage de sa terre.

Ce revenu des propriétaires de terre parut à Quesnay d'une nature toute différente de tous les autres. Ce n'étaient point des *roprises*, selon l'expression qu'il avait adoptée pour désigner le recouvrement des avances faites aux travailleurs ; ce n'était point un salaire, ce n'était point le résultat d'un échange, mais le prix du travail spontané de la terre, le fruit de la bienfaisance de la nature ; et puisque seul il ne représentait point des richesses préexistantes, seul il devait aussi être la source de toutes les autres. En suivant la valeur de toutes les choses créées, sous toutes leurs transformations, Quesnay voyait toujours leur première origine dans les fruits de la terre. Le travail du laboureur, de l'artisan, du marchand, consommait ces fruits comme salaires, et les reproduisait sous des formes nouvelles. Le propriétaire seul les recevait à la source, des mains de la nature, et par eux il se trouvait en état de payer un salaire à tous ses compatriotes, qui ne travaillaient que pour lui.

Ce système ingénieux renversait, par ses bases, celui des mercantiles. Les économistes nient l'existence de cette balance commer-

ciale, à laquelle leurs antagonistes attachaient tant d'importance. Ils croyaient impossible d'attirer du dehors, dans un pays, un courant non interrompu d'espèces monnayées, et, eût-on pu y réussir, ils n'y voyaient aucun avantage ; ils refusaient enfin la faculté de rien produire aux artisans et aux négociants, favoris du système mercantile ; car, divisant la nation en trois grandes classes, ils n'y reconnaissaient que des propriétaires de terre, seuls dispensateurs de la fortune nationale ; des laboureurs, seuls ouvriers productifs qui faisaient naître le revenu des premiers ; et des salariés, parmi lesquels ils rangeaient aussi bien les négociants et les artisans, que tous les officiers de l'État, destinés à y maintenir l'ordre et la sûreté.

Les conseils que les deux sectes donnaient au gouvernement ne différaient pas moins que leurs principes. Tandis que les mercantiles voulaient faire intervenir l'autorité en toute chose, les économistes lui répétaient sans cesse : *Laissez faire et laissez passer* ; car par cela même que l'intérêt public se compose de la réunion de tous les intérêts personnels, ils estimaient que l'intérêt personnel de chaque individu le guiderait plus sûrement que le gouvernement vers l'intérêt public dont le sien faisait partie.

En politique, les économistes, voyant dans les propriétaires de terre les libres qui recevaient la nation entière dans leurs foyers, les dispensateurs de toute richesse, et les maîtres de la subsistance de tous leurs concitoyens, les considéraient aussi comme seuls souverains de l'État. Leurs principes les conduisaient à l'établissement d'une aristocratie absolue, quoiqu'ils les accommodassent au gouvernement monarchique sous lequel ils étaient nés. Les devoirs qu'ils imposaient aux propriétaires fonciers et à l'autorité publique étaient les mêmes, et la disposition de toute la force sociale devait demeurer entre les mains de ces propriétaires.

En finance, les économistes, confondant tous les revenus dans celui que la terre donne annuellement à ses propriétaires, ne doutaient point que tous les impôts, sous quelque forme qu'ils fussent perçus, ne fussent acquittés en dernière analyse par ce revenu ; ils estimaient donc que le fisc devait demander directement l'impôt unique à celui qui, en dernière analyse, devait toujours le payer ; que cet impôt devait toujours être assis sur le revenu de la terre, et que toute autre manière de le percevoir avait pour résultat de coûter beaucoup plus cher au même propriétaire qui le remboursait, et de vexer inutilement tous ceux qui en faisaient l'avance.

En administration, les économistes professaient que tout l'art du

gouvernement devait tendre à garantir aux sujets de la première classe, ou aux propriétaires de terre, l'entière disposition du terrain, et la jouissance paisible de ses fruits ; à la seconde, ou aux cultivateurs, leur salaire et la restitution de leurs dépenses annuelles ; à la troisième, classe subordonnée qui comprend les fabricans, les commerçans, ceux qui cultivent les beaux-arts, et ceux qui exercent les métiers, tous les droits qu'ils exprimaient par les trois mots de *liberté, immunité et concurrence*.

Dans les relations du commerce extérieur, les économistes établissaient en principe qu'on ne défendrait jamais la sortie d'aucune production ou d'aucune marchandise nationale ;

Qu'on ne défendrait jamais l'entrée d'aucune production ou d'aucune marchandise étrangère ;

Qu'on ne mettrait jamais aucun impôt sur l'exportation des productions et des marchandises du pays ;

Qu'on ne mettrait jamais aucun impôt sur l'importation des productions et des marchandises venant de l'étranger ;

Qu'on ne mettrait dans les ports et dans les marchés aucune différence entre les étrangers et les nationaux.

Une très grande fermentation fut excitée chez les Français par le système des économistes. Le gouvernement de cette nation lui permettait alors de s'occuper des affaires publiques, mais non pas de les connaître. La discussion sur la théorie était assez libre ; mais aucun des faits, aucun des documents dont l'administration était dépositaire ne devait être mis sous les yeux du public. On peut reconnaître, dans le système des économistes français, les conséquences de leur ignorance involontaire des faits sur lesquels ils auraient dû fonder leurs théories ingénieuses, mais mal assurées. Toutefois ce système séduisit la nation, parce que, pour la première fois, il l'occupa de ses affaires. Mais dans le même temps naissait chez une nation libre, et qui avait le droit de savoir les siennes, un système non moins ingénieux, et bien plus nourri de faits et d'observations ; système qui, après une courte lutte, repoussa enfin les deux autres dans l'ombre, parce que la vérité triomphe toujours à la fin des erreurs, même les plus brillantes.

Texte : Extrait de F. Quesnay et la Physiocratie.

GRAINS

GRAINS. (Économie politique) V. Les principaux objets du commerce en France, sont les grains, les vins et eaux-de-vin, le sel, les chanvres et les lins, les laines et les autres produits que fournissent les bestiaux : les manufactures des toiles et des étoffes communes peuvent augmenter beaucoup la valeur des chanvres, des lins et des laines, et procurer la subsistance à beaucoup d'hommes qui seraient occupés à des travaux si avantageux. Mais on aperçoit aujourd'hui que la production et le commerce de la plupart de ces denrées sont presque anéantis en France. Depuis longtemps les manufactures de luxe ont séduit la nation; nous n'avons ni la soie ni les laines convenables pour fabriquer les belles étoffes et les draps fins; nous nous sommes livrés à une industrie qui nous était étrangère; et on y a employé une multitude d'hommes, dans le temps que le royaume se dépeuplait et que les campagnes devenaient désertes. On a fait baisser le prix de nos blés, afin que la fabrication et la main-d'œuvre fussent moins chères que chez l'étranger : les hommes et les richesses se sont accumulés dans les villes; l'agriculture, la plus féconde et la plus noble partie de notre commerce, la source des revenus du royaume n'a pas été envisagée comme le fond primitif de nos richesses; elle n'a paru intéresser que le fermier et le paysan : on a borné leurs travaux à la subsistance de la nation, qui par l'achat des denrées paye les dépenses de la culture; et on a cru que c'était un commerce ou un trafic établi sur l'industrie qui devait apporter l'or et l'argent dans le royaume. On a défendu de planter des vignes; on a recommandé la culture des mûriers; on a arrêté le débit des productions de l'agriculture et diminué le revenu des terres, pour favoriser des manufactures préjudiciables à notre propre commerce.

La France peut produire abondamment toutes les matières de premier besoin; elle ne peut acheter de l'étranger que des marchandises de luxe : le trafic mutuel entre les nations est nécessaire pour entretenir le commerce. Mais nous nous sommes principalement attachés à la fabrication et au commerce des denrées que nous pouvions tirer de l'étranger; et par un commerce de concurrence trop recherché, nous avons voulu nuire à nos voisins, et les priver du profit qu'ils retiraient de nous par la vente de leurs marchandises.

Par cette politique nous avons éteint entre eux et nous un commerce réciproque qui était pleinement à notre avantage; ils ont interdit chez eux l'entrée de nos denrées, et nous achetons d'eux par contrebande et fort cher les matières que nous employons dans nos manufactures. Pour gagner quelques millions à fabriquer et à vendre de belles étoffes, nous avons perdu des milliards sur le produit de nos terres et la nation privée de tissus d'or et d'argent, a cru jouir d'un commerce florissant.

Ces manufactures nous ont plongés dans un luxe désordonné qui s'est un peu étendu parmi les autres nations et qui a excité leur émulation : nous les avons peut-être surpassés par notre industrie; mais cet avantage a été principalement soutenu par notre propre consommation.

La consommation qui se fait par des sujets est la source des revenus du souverain; et la vente du superflu à l'étranger augmente les richesses des sujets. La prospérité de l'État dépend du concours de ces deux avantages : mais la consommation entretenue par le luxe est trop bornée; elle ne peut se soutenir que par l'opulence; les hommes peu favorisés de la fortune ne peuvent s'y livrer qu'à leur préjudice et au désavantage de l'État.

Le ministère plus éclairé sait que la consommation qui peut procurer de grands revenus au souverain et qui fait le bonheur de ses sujets, est cette consommation générale qui satisfait aux besoins de la vie. Il n'y a que l'indigence qui puisse nous réduire à boire de l'eau, à manger de mauvais pain, et à nous couvrir de haillons; tous les hommes tendent par leurs travaux à se procurer de bons aliments et de bons vêtements : on ne peut trop favoriser leurs efforts; car ce sont les revenus du royaume, les gains et les dépenses du peuple qui font la richesse du souverain. *

* Quesnay avait inscrit en tête du Tableau : "Peuples riches, pauvre royaume; Peuples pauvres, pauvre royaume, pauvre roy." (...)

Le rétablissement de notre culture suppose aussi l'accroissement de la population; les progrès de l'un et de l'autre doivent aller ensemble, le prix des grains doit surpasser les frais de culture : ainsi il faut que la consommation intérieure et la vente à l'étranger, entretiennent un profit certain sur le prix des grains. La vente à l'étranger facilite le débit, ranime la culture et augmente le revenu des terres; l'accroissement des revenus procure de plus grandes dépenses qui favorisent la population, par ce que l'augmentation des dépenses procure des gains à un plus grand nombre d'hommes. L'accroissement de la population étend la consommation; la consommation soutient le prix des denrées qui se multiplient par la culture à proportion des besoins des hommes, c'est-à-dire à proportion que la population augmente. Le principe de tous ces progrès est donc l'exportation des denrées de crû; parce que la vente à l'étranger augmente les revenus; que l'accroissement des revenus augmente la population; que l'accroissement de la population augmente la consommation; qu'une plus grande consommation augmente de plus en plus la culture, les revenus des terres et la population; car l'augmentation des revenus augmente la population, et la population augmente les revenus.

Mais tous ces accroissements ne peuvent commencer que par l'augmentation des revenus; voilà le point essentiel et le plus ignoré ou du moins le plus négligé en France : on n'y a pas même reconnu dans l'emploi des hommes, la différence du produit des travaux qui ne rendent que le prix de la main-d'œuvre, d'avec celui des travaux qui payent la main-d'œuvre et qui procurent des revenus. Dans cette inattention on a préféré l'industrie à l'agriculture, et le commerce des ouvrages de fabrication au commerce des denrées du crû : on a même soutenu des manufactures et un commerce de luxe au préjudice de la culture des terres.

Cependant il est évident que le gouvernement n'a point d'autres moyens pour faire fleurir le commerce, et pour soutenir et étendre l'industrie, que de veiller à l'accroissement des revenus; car ce sont les revenus qui appellent les marchands et les artisans, et qui payent leurs travaux. Il faut donc cultiver le pied de l'arbre, et ne pas borner nos soins à gouverner les branches; laissons-les s'arranger et s'étendre en liberté, mais ne négligeons pas la terre qui fournit les sucs nécessaires à leur végétation et à leur accroissement. M. Colbert tout occupé des manufactures, a cru cependant qu'il fallait diminuer la taille et faire des avances aux cultivateurs, pour relever l'agriculture qui dépérissait; ce qu'il n'a pu concilier avec les besoins de l'État : mais il ne parle pas des moyens essentiels, qui consistent à assujettir la taille à une imposition réglée et à établir invariablement la liberté du commerce des grains : l'agriculture fut négligée; les guerres qui étaient continuelles, la milice qui dévastait les campagnes diminuèrent les revenus du royaume; les traitants, par des secours perfides, devinrent les suppôts de l'État; la prévoyance du ministre s'était bornée à cette malheureuse ressource, dont les effets ont été si funestes à la France.

Il n'y a donc que les nations où la culture est bornée à leur propre subsistance, qui doivent redouter les famines. Il semble au contraire que dans le cas d'un commerce libre des grains, on pourrait craindre un effet tout opposé. L'abondance des productions que procurerait en France l'agriculture portée à un haut degré, ne pourrait-elle pas les faire tomber en non-valeur? On peut s'épargner cette inquiétude; la position de ce royaume, ses ports, ses rivières qui le traversent de toutes parts, réunissent tous les avantages pour le commerce; tout favorise le transport et le débit de ses denrées. Les succès de l'agriculture y rétabliraient la population et l'aisance; la consommation de toute espèce de productions premières ou fabriquées, qui augmenterait avec le nombre de ses habitants, ne laisserait que le petit superflu qu'on pourrait vendre à l'étranger.

CHAPITRE PREMIER

DE LA DIVISION DU TRAVAIL

Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse, de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la *Division du travail*.

On se fera plus aisément une idée des effets de la *division du travail* sur l'industrie générale de la société, si l'on observe comment ces effets opèrent dans quelques manufactures particulières. On suppose communément que cette *division* est portée le plus loin possible dans quelques-unes des manufactures où se fabriquent des objets de peu de valeur. Ce n'est pas peut-être que réellement elle y soit portée plus loin que dans des fabriques plus importantes ; mais c'est que, dans les premières, qui sont destinées à de petits objets demandés par un petit nombre de personnes, la totalité des ouvriers qui y sont employés est nécessairement peu nombreuse, et que ceux qui sont occupés à chaque différente branche de l'ouvrage peuvent souvent être réunis dans un atelier et placés à la fois sous les yeux de l'observateur. Au contraire, dans ces grandes manufactures destinées à fournir les objets de consommation de la masse du peuple, chaque branche de l'ouvrage emploie un si grand nombre d'ouvriers, qu'il est impossible de les réunir tous dans le même atelier. On ne peut guère voir à la fois que les ouvriers employés à une seule branche de l'ouvrage. Ainsi, quoique dans ces manufactures l'ouvrage soit peut-être en réalité divisé en un plus grand nombre de parties que dans celles de la première espèce, cependant la division y est moins sensible et, par cette raison, elle y a été moins bien observée.

Prenez un exemple dans une manufacture de la plus

petite importance, mais où la *division du travail* s'est fait souvent remarquer (une manufacture d'épingles).

Un homme qui ne serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la *division du travail* a fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des instruments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement due encore à la *division du travail*, cet ouvrier, quelque adroit qu'il fût, pourrait peut-être à peine faire une épingle dans toute sa journée, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la manière dont cette industrie est maintenant conduite, non seulement l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ouvrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plupart constituent autant de métiers particuliers. Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empointe, un cinquième est employé à émouler le bout qui doit recevoir la tête. Cette tête est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la *frapper* est une besogne particulière ; *blanchir* les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de *piquer* les papiers et d'y *bouter* les épingles ; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce genre qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais, quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour ; or, chaque livre contient au delà de quatre mille épingles de taille moyenne. Ainsi, ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée ; donc, chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit, peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée, c'est-à-dire pas, à coup sûr, la deux-cent-quarantième partie, et pas peut-être la quatre-mille-huit-centième partie de ce qu'ils sont maintenant en état de faire, en conséquence d'une division et d'une combinaison convenables de leurs différentes opérations.

Dans tout autre art et manufacture, les effets de la division du travail sont les mêmes que ceux que nous venons d'observer dans la fabrique d'une épingle, quoique dans un grand nombre le travail ne puisse pas être aussi subdivisé ni réduit à des opérations d'une aussi grande simplicité. Toutefois, dans chaque art, la division du travail, aussi loin qu'elle peut y être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. C'est cet avantage qui paraît avoir donné naissance à la séparation des divers emplois et métiers.

Aussi, cette séparation est en général poussée plus loin dans les pays qui jouissent du plus haut degré de perfectionnement ; ce qui, dans une société encore un peu grossière, est l'ouvrage d'un seul homme, devient, dans une société plus avancée, la besogne de plusieurs. Dans toute société avancée, un fermier en général n'est que fermier, un fabricant n'est que fabricant. Le travail nécessaire pour produire complètement un objet manufacturé est ainsi presque toujours divisé entre un grand nombre de mains. Que de métiers différents sont employés dans chaque branche des ouvrages manufacturés, de toile ou de laine, depuis l'ouvrier qui travaille à faire croire le lin et la laine, jusqu'à celui qui est employé à blanchir et à tisser la toile ou à teindre et à lustrer le drap !

Il est vrai que la nature de l'agriculture ne comporte pas une aussi grande subdivision de travail que les manufactures, ni une séparation aussi complète des travaux. Il est impossible qu'il y ait, entre l'ouvrage du nourrisseur de bétail et du fermier, une démarcation aussi bien établie qu'il y en a communément entre le métier du charpentier et celui du forgeron. Le tissand et le fileur sont presque toujours deux personnes différentes ; mais le laboureur, le semailleur et le moissonneur sont souvent une seule et même personne. Comme les temps propres à ces différents genres de travaux dépendent des différentes saisons de l'année, il est impossible qu'un homme puisse trouver constamment à s'employer à chacun d'eux. C'est peut-être l'impossibilité de faire une séparation aussi entière et aussi complète des différentes branches du travail appliqué à l'agriculture, qui est cause que, dans cet art, la puissance productive du travail ne fait pas des progrès aussi rapides que dans les manufactures. A la vérité, les peuples les plus opulents l'emportent, en général, sur leurs voisins aussi bien en agriculture que dans les autres industries ; mais cependant leur supériorité se fait communément beaucoup plus sentir dans ces dernières. Leurs terres

sont, en général, mieux cultivées et, y ayant consacré plus de travail et de dépense, ils en retirent un produit plus grand, eu égard à l'étendue et à la fertilité naturelle du sol. Mais la supériorité de ce produit n'exède guère la proportion de la supériorité de travail et de dépense. En agriculture, le travail du pays riche n'est pas toujours beaucoup plus productif que celui du pays pauvre, ou du moins cette différence n'est jamais aussi forte qu'elle l'est ordinairement dans les manufactures. Ainsi, le blé d'un pays riche, à égal degré de bonté, ne sera pas toujours, au marché, à meilleur compte que celui d'un pays pauvre. Le blé de Pologne, à bonté égale, est à aussi bon marché que celui de France, malgré la supériorité de ce dernier pays en opulence et en industrie. Le blé de France, dans les provinces à blé, est tout aussi bon, la plupart des années, et presque au même prix que le blé d'Angleterre, quoique peut-être la France soit inférieure à l'Angleterre du côté de l'opulence et de l'industrie. Toutefois, les terres d'Angleterre sont mieux cultivées que celles de France, et celles-ci sont, à ce qu'on dit, beaucoup mieux cultivées que celles de Pologne. Mais quoique les pays pauvres, malgré l'infériorité de leur culture, puissent, en quelque sorte, rivaliser avec les pays riches pour la bonté et le bon marché du blé, cependant ils ne peuvent prétendre à la même concurrence en fait de manufactures, du moins si ces manufactures sont en rapport avec le sol, le climat et la situation du pays riche. Les soieries de France sont plus belles et à meilleur compte que celles d'Angleterre, parce que les manufactures de soie ne conviennent pas au climat d'Angleterre aussi bien qu'à celui de France, du moins sous le régime des forts droits dont on a chargé chez nous l'importation des soies étrangères. Mais la quincaillerie d'Angleterre et ses gros limages sont sans comparaison bien supérieurs à ceux de France, et beaucoup moins chers à qualité égale. En Pologne, dit-on, à peine y a-t-il des manufactures, si ce n'est quelques fabriques où se font les plus grossiers ustensiles de ménage, et dont aucun pays ne saurait se passer.

Cette grande augmentation dans la quantité d'ouvrage qu'un même nombre de bras est en état de fournir, en conséquence de la division du travail, est due à trois circonstances différentes : — premièrement, à un accroissement d'habileté chez chaque ouvrier individuellement ; — deuxièmement, à l'épargne du temps qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce d'ouvrage à une autre ; — et troisièmement enfin, à l'invention d'un grand nombre de

machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs.

Premièrement, l'accroissement de l'habileté dans l'ouvrier augmente la quantité d'ouvrage qu'il peut accomplir, et la division du travail, en réduisant la tâche de chaque homme à quelque opération très simple et en faisant de cette opération la seule occupation de sa vie, lui fait acquérir nécessairement une très grande dextérité. Un forgeron ordinaire qui, bien qu'habitué à manier le marteau, n'a cependant jamais été habitué à faire des clous, s'il est obligé par hasard de s'essayer à en faire, viendra très difficilement à bout d'en faire deux ou trois cents dans sa journée ; encore seront-ils fort mauvais. Un forgeron qui aura été accoutumé à en faire, mais qui n'en aura pas fait son unique métier, aura peine, avec la plus grande diligence, à en fournir dans un jour plus de huit cents ou d'un millier. Or, j'ai vu des jeunes gens au-dessous de vingt ans, n'ayant jamais exercé d'autre métier que celui de faire des clous, qui, lorsqu'ils étoient en train, pouvaient fournir chacun plus de deux mille trois cents clous par jour. Toutefois, la façon d'un clou n'est pas une des opérations les plus simples. La même personne fait aller les soufflets, amène ou dispose le feu quand il en est besoin, chauffe le fer et forge chaque partie du clou. En forgeant la tête, il faut qu'elle change d'outils. Les différentes opérations dans lesquelles se subdivise la façon d'une épingle ou d'un bouton de métal sont toutes beaucoup plus simples, et la dextérité d'une personne qui n'a pas eu dans sa vie d'autres occupations que celles-là, est ordinairement beaucoup plus grande. La rapidité avec laquelle quelques-unes de ces opérations s'exécutent dans les fabriques passe tout ce qu'on peut se imaginer ; et ceux qui n'en ont pas été témoins ne sauraient croire que la main de l'homme fut capable d'acquiescer autant d'agilité.

En second lieu, l'avantage qu'on gagne à épargner le temps qui se perd communément en passant d'une sorte d'ouvrage à une autre, est beaucoup plus grand que nous ne pourrions le penser au premier coup d'œil. Il est impossible de passer très vite d'une espèce de travail à une autre qui exige un changement de place et des outils différents. Un tisserand de la campagne, qui exploite une petite ferme, perd une grande partie de son temps à aller de son métier à son champ, et de son champ à son métier. Quand les deux métiers peuvent être établis dans le même atelier, la perte du temps est sans doute beaucoup moindre ; néanmoins elle ne laisse pas d'être considérable. Ordinairement, un homme perd un peu de

temps en passant d'une besogne à une autre. Quand il commence à se mettre à ce nouveau travail, il est rare qu'il soit d'abord bien en train ; il n'a pas, comme on dit, le cœur à l'ouvrage, et pendant quelques moments il n'aïse plutôt qu'il ne travaille de bon cœur. Cette habitude de flâner et de travailler sans application et avec nonchalance est naturelle à l'ouvrier de la campagne, ou plutôt il la contracte nécessairement, étant obligé de changer d'ouvrage et d'outils à chaque demi-heure, et de mettre la main chaque jour de sa vie à vingt besognes différentes ; elle le rend presque toujours paresseux et incapable d'un travail sérieux et appliqué, même dans les occasions où il est le plus pressé d'ouvrage. Ainsi, indépendamment de ce qui lui manque en dextérité, cette seule raison diminuera considérablement la quantité d'ouvrage qu'il sera en état d'accomplir.

En troisième et dernier lieu, tout le monde sent combien l'emploi de machines propres à un ouvrage abrège et facilite le travail. Il est inutile d'en chercher des exemples. Je ferai remarquer seulement qu'il semble que c'est à la division du travail qu'est originellement due l'invention de toutes ces machines propres à abrèger et à faciliter le travail. Quand l'attention d'un homme est toute dirigée vers un objet, il est bien plus propre à découvrir les méthodes les plus promptes et les plus aisées pour l'atteindre, que lorsque cette attention embrasse une grande variété de choses. Or, en conséquence de la division du travail, l'attention de chaque homme est naturellement fixée tout entière sur un objet très simple. On doit donc naturellement attendre que quelqu'un de ceux qui sont employés à une branche séparée d'un ouvrage, trouvera bientôt la méthode la plus courte et la plus facile de remplir sa tâche particulière, si la nature de cette tâche permet de l'espérer. Une grande partie des machines employées dans ces manufactures où le travail est le plus subdivisé, ont été originellement inventées par de simples ouvriers qui, naturellement, appliquaient toutes leurs pensées à trouver les moyens les plus courts et les plus aisés de remplir la tâche particulière qui faisait leur seule occupation. Il n'y a personne d'accoutumé à visiter les manufactures, à qui on n'ait fait voir une machine ingénieuse imaginée par quelque pauvre ouvrier pour abrèger et faciliter sa besogne. Dans les premières machines à feu, il y avait un petit garçon continuellement occupé à ouvrir et à fermer alternativement la communication entre la chaudière et le cylindre, suivant que le piston montait ou descendait. L'un de ces petits

garçons, qui avait envie de jouer avec ses camarades, observa qu'en mettant un cordon au manche de la soupape qui ouvrait cette communication, et en attachant ce cordon à une autre partie de la machine, cette soupape s'ouvrait et se fermerait sans lui, et qu'il aurait la liberté de jouer tout à son aise. Ainsi, une des découvertes qui a le plus contribué à perfectionner ces sortes de machines depuis leur invention, est due à un enfant qui ne cherchait qu'à s'épargner de la peine.

Cependant il s'en faut de beaucoup que toutes les découvertes tendant à perfectionner les machines et les outils aient été faites par les hommes destinés à s'en servir personnellement. Un grand nombre est dû à l'industrie des constructeurs de machines, depuis que cette industrie est devenue l'objet d'une profession particulière, et quelques-unes à l'habileté de ceux qu'on nomme *ouvriers* ou *théoriciens*, dont la profession est de ne rien faire, mais de tout observer, et qui, par cette raison, se trouvent souvent en état de combiner les forces des choses les plus éloignées et les plus dissimilables. Dans une société avancée, les fonctions philosophiques ou spéculatives deviennent, comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation d'une classe particulière de citoyens. Cette occupation, comme tout autre, est aussi subdivisée en un grand nombre de branches différentes, dont chacune occupe une classe particulière de savants, et cette subdivision du travail, dans les sciences comme en toute autre chose, tend à accroître l'habileté et à épargner du temps. Chaque individu acquiert beaucoup plus d'expérience et d'aptitude dans la branche particulière qu'il a adoptée ; il y a au total plus de travail accompli, et la somme des connaissances en est considérablement augmentée.

Cette grande multiplication dans les produits de tous les différents arts et métiers, résultant de la division du travail, est ce qui, dans une société bien gouvernée, donne lieu à cette opulence générale qui se répand jusque dans les dernières classes du peuple. Chaque ouvrier se trouve avoir une grande quantité de son travail dont il peut disposer, outre ce qu'il en applique à ses propres besoins ; et comme les autres ouvriers sont aussi dans le même cas, il est à même d'échanger une grande quantité des marchandises fabriquées par lui contre une grande quantité des leurs, ou, ce qui est la même chose, contre le prix de ces marchandises. Il peut fournir abondamment ces autres ouvriers de ce dont ils ont besoin, et il trouve également à s'accommoder auprès d'eux, en sorte qu'il se

répand, parmi les différentes classes de la société, une abondance universelle.

Observez, dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobilier d'un simple journalier ou du dernier des manœuvres, et vous verrez que le nombre des gens dont l'industrie a concouru pour une part quelconque à lui fournir ce mobilier, est au-delà de tout calcul possible. La veste de laine, par exemple, qui couvre ce journalier, toute grossière qu'elle paraît, est le produit du travail réuni d'une innombrable multitude d'ouvriers. Le berger, celui qui a crié la laine, celui qui l'a peignée ou cardée, le teinturier, le fileur, le tisserand, le foulonnier, celui qui adoucit, chardonne et unit le drap, tous ont mis une portion de leur industrie à l'achèvement de cette œuvre grossière. Combien, d'ailleurs, n'y a-t-il pas eu de marchands et de voituriers employés à transporter la matière à ces divers ouvriers, qui souvent demeurent dans des endroits distants les uns des autres ! Que de constructeurs de vaisseaux, de matelots, d'ouvriers en voiles et en cordages, mis en œuvre pour opérer le transport des différentes drogues du teinturier, rapportées souvent des extrémités du monde ! Quelle variété de travail aussi pour produire les outils du moindre de ces ouvriers ! Sans parler des machines les plus compliquées, comme le vaisseau du commerçant, le moulin du foulonnier ou même le métier du tisserand, considérons seulement quelle multitude de travaux exige une des machines les plus simples, les ciseaux avec lesquels le berger a coupé la laine. Il faut que le mineur, le constructeur du fourneau où le minerai a été fondu, le bûcheron qui a coupé le bois de la charpente, le charbonnier qui a cueilli le charbon consommé à la fonte, le briquetier, le maçon, les ouvriers qui ont construit le fourneau, la construction du moulin de la forge, le forgeron, le coutelier, aient tous contribué, par la réunion de leur industrie, à la production de cet outil. Si nous voulions examiner de même chacune des autres parties de l'habillement de ce même journalier, ou chacun des meubles de son ménage, la grosse chemise de toile qu'il porte sur la peau, les souliers qui chaussent ses pieds, le lit sur lequel il repose et toutes les différentes parties dont ce meuble est composé ; le gril sur lequel il fait cuire ses aliments, le charbon dont il se sert, attaché des entrailles de la terre et apporté peut-être par de longs trajets sur terre et sur mer, tous ses autres ustensiles de cuisine, ses meubles de table, ses couteaux et ses fourchettes, les assiettes de terre ou d'airain

sur lesquelles il sert et coupe ses aliments, les différentes mains qui ont été employées à préparer son pain et sa bière, le châssis de verre qui lui procure à la fois de la chaleur et de la lumière, en l'abritant du vent et de la pluie; l'art et les connaissances qu'exige la préparation de cette heureuse et magnifique invention, sans laquelle nos climats du nord offriraient à peine des habitations supportables; si nous songions aux nombreux outils qui ont été nécessaires aux ouvriers employés à produire ces diverses commodités; si nous examinions en détail toutes ces choses, si nous considérons la variété et la quantité de travaux que suppose chacune d'elles, nous sentirions que, sans l'aide et le concours de plusieurs milliers de personnes, le plus petit particulier, dans un pays civilisé, ne pourrait être vêtu et meublé même selon ce que nous regardons assez mal à propos comme la manière la plus simple et la plus commune. Il est bien vrai que son mobilier paraîtra extrêmement simple et commun, si on le compare avec le luxe extravagant d'un grand seigneur; cependant, entre le mobilier d'un prince d'Europe et celui d'un paysan laborieux et rangé, il n'y a peut-être pas autant de différence qu'entre les meubles de ce dernier et ceux de tel roi d'Afrique qui règne sur dix mille sauvages nus, et qui dispose en maître absolu de leur liberté et de leur vie.

Tout ? Duval : les habits neufs du taylorisme

DOSSIER

Les habits neufs du taylorisme

DOSSIER PRÉPARÉ PAR GUILLAUME DUVAL

Le taylorisme ? Il va bien merci. Les innombrables annonces de son décès ne semblent pas lui avoir porté tort, au contraire : 29,5 % des salariés déclaraient leur travail répétitif en 1991 contre 19,8 % en 1984, + 49 % en sept ans ! Traditionnellement fort dans l'industrie, le travail répétitif y progresse encore nettement, + 23 % entre ces deux dates. Mais, surtout, il explose dans le tertiaire : + 76 % !

Est-ce à dire que rien n'a changé depuis un siècle ? Bien sûr que non, les grandes usines ont laissé la place aux petites unités à taille humaine ; l'emploi industriel a fondu au profit de l'emploi tertiaire ; le travail de groupe et autres cercles de qualité ont supplanté, du moins dans les plus grandes entreprises, les vexations des petits chefs ; le chronomètre a cessé de rythmer le travail ; les produits variés, le look qui change à chaque saison, ont remplacé les Ford T, forcément noires... Bref, rien à voir a priori entre le Mac Donald's du coin et l'usine Renault de Billancourt à la grande époque. Et pourtant, l'essentiel, le cœur de leur fonctionnement est identique : travail prescrit, tâches subdivisées, rythme imposé. Taylor menacé par la crise des OS (1) dans les années 70 a su rebondir. Il est parvenu non seulement à conserver son terrain de chasse habituel, l'industrie, mais il est parti à la conquête de nouveaux territoires : banques, assurances, restauration, distribution... Aucune forme d'activité ne résiste plus à ses appétits.

Rien de diabolique là derrière, pas de complot international : quand on parvient à le mettre en place, le travail répétitif, prescrit et subdivisé, demeure simplement la manière la plus efficace de faire travailler les hommes. Le travail efficace, mais aussi convivial et sympa des apôtres bien intentionnés du post-taylorisme reste une chimère. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Le vrai problème du taylorisme, ce n'est pas une supposée inefficacité économique, aujourd'hui comme hier, mais le caractère inhumain et vide de sens du travail taylorisé.

C'est la critique exprimée par la philosophe Simone Weil dans « La condition ouvrière » ou par Robert Linhart dans « L'établi ».

A défaut d'alternatives plus efficaces économiquement, la seule vraie menace pour le taylorisme reste la révolte de ceux qui le subissent. Pour l'instant, le chômage de masse a eu raison de leur colère, après les heures chaudes des années 70. Cette résignation s'explique aussi par un renouvellement profond dans les justifications du travail répétitif. Le taylorisme s'était imposé depuis cent ans grâce à sa productivité, à l'avantage économique qu'il procurait. Sans rien céder de ce côté, le néotaylorisme y ajoute la justification de la qualité : seul le travail répétitif, prescrit, peut garantir une qualité constante élevée, dans la production matérielle comme dans les services. A travers les flux tendus, le juste-à-temps, il montre aussi que seul le travail à la chaîne permet des délais courts et une bonne qualité de service, dans la banque comme dans l'industrie. Si la supériorité du taylorisme ne se justifie plus seulement par les profits des entreprises, mais aussi par la qualité des produits et la satisfaction des clients, il devient encore plus difficile de s'y opposer.

Quelles que soient les bonnes intentions de ceux qui veulent percevoir la fin du « travail en miettes » dans les évolutions récentes, la fiction d'un travail post-taylorien libéré masque la réalité de l'entreprise et joue, de ce fait, un rôle négatif dans l'évolution de la société. Si l'on considère en effet que l'activité productive humaine est et restera durablement un lieu de contrainte et de frustration, on cherchera à en réduire l'espace à travers l'automatisation, la réduction du temps de travail et une politique de salaires élevés. Au contraire, la chimère du travail post-taylorien libéré contribue à donner un visage humain aux politiques d'extension de l'emploi non qualifié par la baisse du coût du travail.

(1) Ouvrier spécialisé : comme son nom ne l'indique pas, personnel non qualifié spécialisé sur une tâche précise.

DOSSIER

Depuis le milieu des années 80, le taylorisme s'est de nouveau imposé dans l'organisation du travail, mais cette fois, au nom de la qualité et du délai et plus seulement de la rentabilité. Une justification qui, associée au chômage, explique le peu de résistance des salariés.



Taylor n'est pas mort

PAR GUILLAUME DUVAL

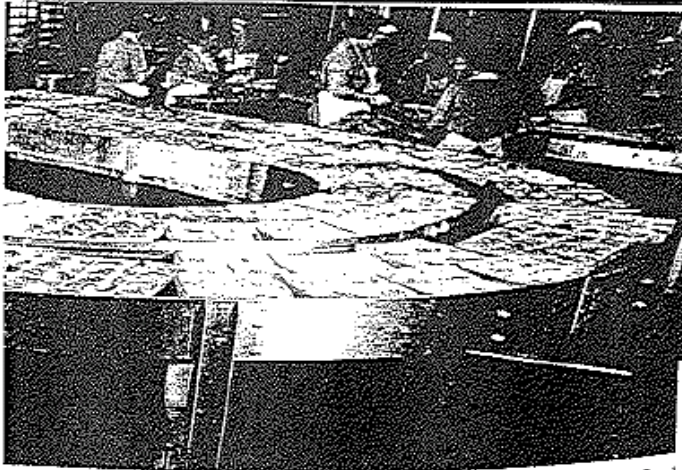
Début des années 70. Les bouillons violent dans les ateliers des grandes usines automobiles : c'est la révolte des OS. Même les travailleurs immigrés n'acceptent plus les conditions de travail imposées par le taylorisme. Les femmes non plus d'ailleurs, y compris dans les zones rurales. La grande grève du Joint français en 1972 à Saint-Brieuc restera dans les mémoires. Parallèlement, la société de consommation et ses produits de masse standardisés font désormais horreur aux enfants du *baby boom* qui « n'ont pas connu la guerre et ne savent plus ce que c'est que de manquer de tout ». Par quelque bout que l'on prenne la question, le taylorisme paraît définitivement condamné.

1996. Vingt ans à peine ont passé. Le travail répétitif a partout repris sa progression. Il poursuit sa conquête continentale du travail industriel, mais surtout il envahit désormais le secteur des services. Et cela sans plus susciter de conflits majeurs. Comment en est-on arrivé là ?

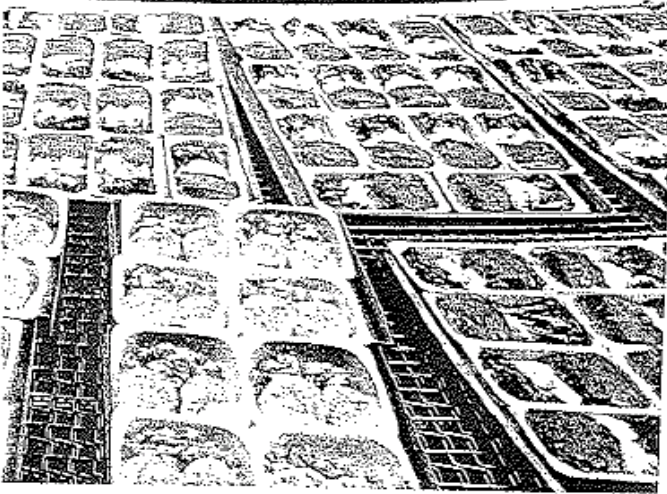
Bien sûr, entre temps, trois millions de chômeurs guettent le premier poste disponible. « Si t'es pas content, il y en a dix qui attendent devant la porte. » Même quand il n'est pas utilisé explicitement, l'argument pèse très lourd. On aurait tort, cependant, de voir dans la reconstitution de l'armée de réserve « l'unique explication de ce regain de faveur du taylorisme. D'autres phénomènes jouent un rôle majeur dans cette résignation face au développement du travail répétitif.

Tout d'abord, aucune alternative au travail répétitif qui soit plus productive que lui n'a été trouvée. Les tentatives, nombreuses à la fin des années 70, de réintroduire dans l'industrie des organisations de type artisanal, comme par exemple chez Volvo à Uddevalla en Suède, ont buté sur la contrainte économique : renoncer au taylorisme aurait signifié perdre en productivité et donc accepter un renchérissement sensible des produits. Les consommateurs, même les plus « alternatifs », n'y étaient pas réellement prêts.

Côté produits ensuite. Le système productif a su résoudre la contradiction entre production de masse répétitive et demande de produits différenciés. Grâce à différentes techniques, modularité, différenciation retardée, changements rapides d'outils, des produits variés et fréquemment renouvelés ont pu



LA NORME ISO 9 000 et la politique de qualité totale ont accéléré la taylorisation, dans l'industrie comme dans les services.



re fabriqués tout en conservant, en fait, pour l'essentiel, une production de masse standardisée (1).

Du côté des moyens de production, le développement des technologies de l'information et de la communication joue un rôle essentiel dans ce grand souffle de la taylorisation. En permettant de stocker dans des programmes le savoir des spécialistes, l'ordinateur est un puissant outil pour

confier à des opérateurs sans qualification particulière des tâches de plus en plus complexes. C'est lui aussi qui permet le contrôle de leur rythme de travail. Grâce à lui, les normes quantitatives détaillées peuvent se développer dans les activités de service : le nombre de chômeurs rencontrés chaque jour à l'ANPE, le nombre d'appels passés chaque heure dans une société de télé-marketing...

Les principes de base du taylorisme

• Les tâches qui répètent doivent être étudiées dans leurs moindres détails : placements, ergonomie, postes de travail, manière de procéder, temps d'exécution... Une fois cette étude réalisée, la meilleure façon de réaliser la tâche doit être enre-

gistrée précisément et prescrite strictement à ceux qui réalisent cette tâche par la suite.
 ■ 3. Les activités doivent être subdivisées en éléments de courte durée. Ce n'est que pour des tâches de courte durée qu'on peut obtenir des rythmes de travail

élevés.
 ■ 4. Le rythme de travail doit être imposé aux opérateurs et contrôlé fréquemment.
 ■ 5. Les tâches organisées de cette façon doivent pouvoir être confiées à des salariés ne disposant pas de qualification technique particulière.

L'ordinateur devient enfin le support du flux de travail. Les « dossiers » sont de plus en plus souvent stockés sous forme uniquement électronique. Une génération nouvelle de logiciels, les logiciels de *groupware* ou *workflow*, se donne pour objectif de structurer le travail administratif d'un groupe de personnes comme une chaîne d'assemblage structurée un atelier. Les techniques de communication ont par ailleurs puissamment aidé le taylorisme à se déconcentrer, à remplacer les grandes structures, devenues socialement ingérables par des structures plus petites, toujours taylorisées, mais à taille humaine.

La contrainte de productivité, l'évolution des moyens de production pesaient déjà en faveur de la poursuite de la taylorisation. Pourtant ce développement, et surtout son acceptation par ceux qui allaient le subir, n'aurait pas été possible si la taylorisation n'avait pas trouvé des justifications nouvelles.

La taylorisation garante de la qualité

La qualité est devenue, durant les années 80, un enjeu central pour tous les producteurs de biens, mais aussi de services, un critère de différenciation essentiel dans un monde en excédent structurel d'offre. Mais qualité ne peut rimer qu'avec répétitivité : pour pouvoir garantir la qualité d'un produit ou d'une prestation, il faut être sûr qu'aucune opération, dans la chaîne de production, ne puisse engendrer de défaut ou de dysfonctionnement. Il faut donc connaître dans le détail ce que chacun fait et spécifier ce que chacun doit faire. Pour pouvoir garantir une qualité élevée et stable, pas question de laisser les salariés agir à leur humeur. C'est le fondement même du taylorisme. Les politiques de qualité totale, la norme ISO 9 000 en particulier (voir p. 38), ont été des accélérateurs formi-

(1) Voir *Alternatives Économiques*, n° 130, « Quand Taylor en voit de toutes les couleurs ».

DOSSIER

indubitable de la taylorisation ces dernières années, notamment dans les activités de service, au sein des sociétés industrielles comme dans la banque, l'assurance ou la distribution.

La qualité a fait bien plus que peser en faveur du travail taylorisé, elle lui a donné une nouvelle légitimité. Le taylorisme s'était imposé au nom de la productivité, de l'avantage économique pour l'entreprise qui le mettait en œuvre et indirectement, mais indirectement seulement, pour la société dans son ensemble. Avec la qualité, c'est tout autre chose : ce n'est plus le patron qui impose la taylorisation pour augmenter ses profits, c'est le marché qui exige une organisation taylorisée comme garantie de la capacité à produire des biens ou des services de qualité. Qui peut s'y opposer ? Qui oserait dire : « la qualité, ce n'est pas mon problème, ce que je veux, c'est qu'on me fiche la paix dans mon boulot » ?

Le délai joue un rôle analogue pour l'autre élément clé du travail taylorisé : le contrôle du rythme des opérateurs. Le chronomètre a longtemps été synonyme de taylorisme. Les « cadences infernales » imposées par les petits chefs ont été au cœur d'une conflictualité très vive. À côté de la qualité, le délai est lui aussi devenu, depuis vingt ans, un critère compétitif essentiel. Grâce à lui, le néotaylorisme contemporain a trouvé une réponse au problème du contrôle des rythmes de production : ce n'est plus le chef qui impose le rythme à l'opérateur, mais le client. C'est le résultat des politiques de juste à temps et de flux tendus (voir p. 39). Fini les stocks intermé-

diaires, les produits en magasin, les piles de dossiers en attente de traitement : celui qui travaille trop lentement empêche le suivant dans la chaîne de fabrication ou de traitement de travailler et, en dernier ressort, empêche de satisfaire le client. Là aussi, qui peut s'y opposer ? Qui oserait dire : « Le client ? Je m'en fous. Ce qui compte, c'est que je travaille quand j'en ai envie » ?

Un choix imposé par le client

La développement de la taylorisation n'est plus à proprement parlé un choix qu'effectue l'entreprise. Il lui est imposé de l'extérieur par le client. C'est paradoxalement ce qui

La logique du flux

Pour Jean-Pierre Durand, professeur de sociologie à l'université d'Evry, la généralisation de la logique du flux est la nouveauté essentielle dans l'organisation des entreprises.



Alternatives Economiques : Peut-on parler aujourd'hui de post-taylorisme ?

Jean-Pierre Durand : Je ne crois pas, car qui dit post-taylorisme dit dépassement et pour l'instant je n'en vois pas de signe. Je préfère parler de néotaylorisme : on a plutôt développé et systématisé des principes déjà utilisés durant la période précédente.

De quels principes s'agit-il ?

La question centrale est celle du développement du paradigme fordien du flux. À travers la généralisation du flux tendu, on assiste à une nouvelle rationalisation du travail bien plus précise, bien plus développée que celle pratiquée depuis le début du siècle. Le flux tendu est un système de production extrêmement fragile : il faut éviter toute panne, tout problème de qualité, améliorer en permanence, fiabiliser l'appareil productif. Cette fragilisation est voulue : c'est elle qui permet de mobiliser les salariés autour des objectifs de l'entreprise. À partir du moment où il y a flux tendu, la contrainte au travail ne provient plus de l'encadrement, elle est inscrite dans le flux.

permet de décriper, au moins dans les plus grandes entreprises, les relations internes. La taylorisation ? On ne peut rien y faire, il faut y passer. Collaborons donc pour rendre malgré cela la vie de l'entreprise la moins désagréable possible. Apportez-nous vos suggestions et vos critiques, nous les intégrerons tant qu'elles sont compatibles avec le cadre taylorien global. Les « petits chefs » ? C'est vrai, ils ne servent plus grand-chose : on peut les supprimer. Ce faisant, on assiste à un véritable retour aux sources du taylorisme. Les brimades, vexations et autres humiliations si fréquentes dans les grandes usines taylorisées des Trente glorieuses étaient étrangères à ce que voulait faire Taylor.

On note cependant une vraie rupture avec les principes du père fondateur : la politique salariale. « Le premier objet de l'organisation est de combiner les salaires élevés au bon marché de la main-d'œuvre », expliquait Taylor. Cette idée fondamentale du partage des gains de productivité a



endu

Cette généralisation de la logique de flux passe bien dans les entreprises. Les salariés acceptent volontiers des relations clients-fournisseurs à l'intérieur de l'atelier, entre ateliers ou avec les clients, sans se rendre compte que c'est le moyen d'organiser la pression sur eux. C'est une « naturalisation » des contraintes qui, par là, s'apparente à une manipulation idéologique pour faire partager les objectifs de l'entreprise par les exécutants.

Peut-on vraiment parler de manipulation ?

Quand un contremaître demande de produire 120 pièces là où l'on en produisait 100, on peut résister parce que c'est une relation sociale, personnelle. Quand un client veut 120 pièces au lieu de 100, on réalise les 120 pièces. Aujourd'hui, on ne voit plus le Capital, il est devenu totalement impersonnel. C'est vrai au niveau de l'économie dans son ensemble, mais aussi au sein même de l'entreprise. Il s'agit sans doute de l'une des caractéristiques les plus marquantes de l'époque actuelle.

Plus besoin donc de contremaître.

La transformation du contremaître en « manager » est intéressante. Le « manager » d'un groupe de travail n'est plus un meneur d'hommes, il n'a pas d'ordres, d'instructions à donner. Au lieu d'affecter un salarié à un poste, on affecte un groupe sur un segment de production. Le groupe est responsable collectivement en quantité, en qualité et en délai. Cette organisation est cohérente avec la logique du flux car elle permet de faire face aux aléas : quand il y a un absent ou un problème de qualité, c'est le groupe qui le résout. Avec

été reprise et amplifiée par Henry Ford qui en avait compris, de surcroît, les conséquences positives du côté de la demande solvable pour l'économie dans son ensemble et l'industrie automobile en particulier. Elle a été au cœur de la croissance spectaculaire des pays développés depuis un siècle. C'est elle qui anime actuellement la croissance rapide des pays asiatiques.

La tentation est forte cependant, dans les vieux pays industriels, de rompre avec le taylorisme de ce point de vue. La situation déséquilibrée du marché du travail permet en effet de conserver, sous forme de profits, les fruits des gains de productivité. Les conséquences de cette course à la baisse du coût du travail sont déjà visibles dans nos sociétés : une part croissante du salaire se trouve exclue de la consommation. L'avenir dira s'il est possible de développer l'économie et d'améliorer l'efficacité productive tout en réduisant le coût du travail, contrairement à ce que pensaient Ford et Taylor.

deux conséquences : on peut, d'une part, économiser de la main-d'œuvre autour de la production et dans les lignes hiérarchiques, et d'autre part, augmenter la pression sur les individus. Certains de nos collègues chercheurs américains parlent de « *management par le stress* ». Je ne serais pas si négatif.

D'autres collègues, qui parlent volontiers de post-taylorisme, soulignent l'autonomie accrue acquise grâce au travail en groupe. Ils n'ont pas entièrement tort : les salariés ont bien acquis une autonomie supplémentaire, même si elle reste très limitée. De fait, les salariés, dans l'automobile en tout cas, affirment qu'ils sont plus satisfaits aujourd'hui de leur conditions de travail bien qu'en même temps ils disent aussi être plus stressés.

On a maintenant affaire à un taylorisme à visage humain ?

La question est de savoir combien de temps cela peut durer. Les salariés ont apprécié les marges de manœuvre gagnées, mais ils se rendent compte qu'ils n'ont finalement pas reçu de contrepartie au stress supplémentaire subi. Je ne parle pas d'explosion sociale, peu probable, mais d'un possible désengagement au travail.

Vous posez la question des salaires.

Oui. Il y a rupture avec la période précédente dans la mesure où l'on n'a plus besoin de faire appel à l'implication salariale dans le contexte de chômage actuel. Mais la vraie nouveauté du côté de la relation salariale, c'est la généralisation des évaluations individuelles. Il s'agit de plus en plus souvent d'évaluations de comportement : dévouement, comportement au sein du groupe, loyauté vis-à-vis de l'entreprise... Malgré toutes les différences nationales, nous avons emprunté plus qu'il n'y paraît à la relation salariale japonaise.

Propos recueillis par G. D.

POUR EN SAVOIR PLUS

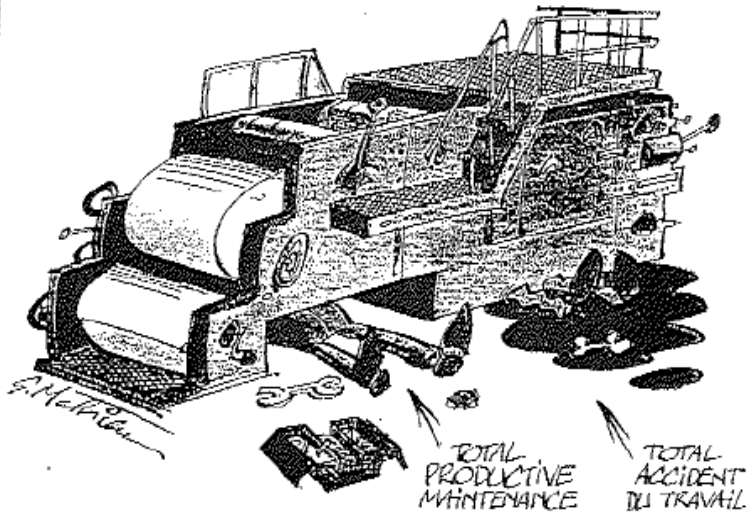
- *Organisation du travail et économie des entreprises*, par Frédéric W. Taylor, éd. d'Organisation.
- *Propos d'hier pour aujourd'hui*, par Henry Ford, éd. Masson.
- *L'esprit Toyota*, par Taiichi Ohno, éd. Masson.
- *Maîtrise de la production et méthode Kan Ban*, par Shigeo Shingo, éd. d'Organisation.
- *Le reengineering*, par Michael Hammer et James Champy, éd. Dunod.
- *La condition ouvrière*, par Simone Weil, éd. Gallimard.
- *Le travail en miettes*, par Georges Friedmann, éd. Gallimard.
- *L'établi*, par Robert Linhart, éd. de Minuit.
- *L'atelier et le robot et Penser à l'envers*, deux livres de Benjamin Coriat, éd. Christian Bourgois.
- *Vers un nouveau modèle productif ?*, par Jean-Pierre Durand, coll. Alternatives Economiques, éd. Syros.
- *Après fordisme*, par Robert Boyer et Jean-Pierre Durand, coll. Alternatives Economiques, éd. Syros.
- *Le torticolis de l'autruche*, par Danièle Linhart, éd. Le Seuil.
- « Taylor attrape les cols blancs », *Alternatives Economiques*, n° 103.
- « Quand Taylor en voit de toutes les couleurs », *Alternatives Economiques*, n° 130.
- « Le nouveau look de l'entreprise : toc ou choc ? », *Alternatives Economiques*, hors-série n° 24.

QUALITÉ TOTALE

Politiques visant à encadrer du point de vue de la qualité l'ensemble des activités de l'entreprise. Le contrôle de la qualité est une vieille préoccupation des industriels. La conscience se développe pourtant dans les années 80 que la satisfaction des clients ne dépend pas seulement du contrôle au cours de la fabrication, mais aussi de la façon de travailler dans les services périphériques : étude, achats, maintenance, commercial... En imposant une formalisation des manières de procéder, la qualité totale a été un des vecteurs privilégiés de la taylorisation de ces activités.

ZÉRO DÉFAUT

Les politiques traditionnelles de gestion de la qualité visaient un taux de défauts inférieur à un certain pourcentage. Ce niveau était garanti par un contrôle statistique *a posteriori*, effectué périodiquement par un ser-



vice extérieur à la production. Sous la pression des exigences de la clientèle comme de la complexité croissante des produits, cette approche statistique devient insuffisante. De plus, ce type de contrôle déresponsabilise les opérateurs de production. Il s'agit désormais de garantir l'absence totale de défaut par des contrôles systématiques en cours de production. La poursuite du zéro défaut sera l'un des vecteurs de la nouvelle polyvalence des opérateurs qui se voient confier les tâches de contrôle.

avec réticence par les hiérarchies traditionnelles, elles connaissent des fortunes diverses.

NORME ISO 9 000

Toutes les entreprises ont développé, dans les années 80, des politiques de qualité totale, mais chacune à sa façon. Difficile de s'y retrouver. La norme ISO 9 000, établie par l'International Standard Organisation lève cet obstacle en 1987 : elle définit les caractéristiques obligatoires des systèmes de gestion de la qualité pour les entreprises de tous les secteurs d'activité

Les mots du

Tout en conservant les principes tayloriens, les développements récents de l'organisation du travail ont donné lieu à des innovations importantes aux noms souvent anglo-saxons ou japonais. Tour d'horizon.

CERCLES DE QUALITÉ

On s'efforce désormais d'associer à l'optimisation des processus de production les opérateurs directement concernés. Ces formes d'association ne concernent pas uniquement la qualité, mais aussi l'ensemble des procédés. Elles marquent une évolution importante par rapport aux pratiques antérieures. Souvent mises en œuvre

dans le monde entier. Cette norme s'impose progressivement dans les milieux industriels, bien sûr, mais aussi dans les activités de service. Par l'obligation faite aux entreprises de définir l'ensemble de leurs tâches et de leurs procédures, la norme ISO 9 000 est un vecteur puissant de la taylorisation des activités de service.

TPM**(Total Productive Maintenance)**

Les organisations tayloriennes classiques sont très sensibles aux pannes des machines. Ces problèmes croissent avec l'automatisation des ateliers. Parallèlement, la maintenance reste une activité peu formalisée, mise en œuvre par des spécialistes jaloux de leurs prérogatives. La maintenance productive totale vise à la définition précise des tâches à effectuer, notamment en maintenance préventive, et à leur simplification. Cette taylorisation permet de réduire la taille des services spécialisés et de confier les tâches de maintenance les plus courantes aux opérateurs dans les ateliers.

POLYVALENCE

Dans les ateliers tayloriens classiques, les opérateurs sont confinés à une tâche particulière. Les temps morts sont nombreux : quand le temps de cycle d'une machine est long, quand on change de série, quand il y a un problème de maintenance ou de qualité... Pour pallier cet inconvénient, les techniques néotayloriennes confient à chaque opérateur plusieurs fonctions : intervenir sur plusieurs machines, réapprovisionner la chaîne, réparer soi-même sa machine pour les pannes simples, changer les outils pour une nouvelle série... Cette évolution a été rendue possible par la taylorisation des activités périphériques : ces tâches ont

néotaylorisme

été simplifiées pour pouvoir être réalisées par des opérateurs non qualifiés.

TRAVAIL EN GROUPE

Dans l'atelier taylorien classique, un groupe d'ouvriers se trouve sous la responsabilité d'un contremaître. Celui-ci ne travaille pas sur la chaîne. Il fait régner la discipline parmi les ouvriers, mais doit aussi faire face aux aléas en qualité ou en maintenance et s'occuper du réapprovisionnement de la ligne ou des changements de série. Sa personne cristallise souvent les conflits, son travail ajoute peu de valeur au produit et son absence pose problème pour la gestion des tâches qu'il est seul à effectuer : la tentation est grande de chercher à s'en séparer. C'est l'objectif central des différentes formes de travail de groupe. Au sein de ces groupes, les salariés échangent leurs postes de travail, gèrent les remplacements et assument les différentes tâches de maintenance, changement de série... Ne subsiste qu'un animateur qui effectue les mêmes tâches que les autres et sert essentiel-



lement d'interface entre la hiérarchie et le groupe, sans rôle de commandement. La chaîne et l'armée de réserve des chômeurs devant la porte de l'entreprise se chargent de la discipline.

FLUX TENDUS

La production ressemble à un fleuve : les composants forment des sous-ensembles puis un produit fini. Tendre les flux consiste à éliminer barrages et écluses, à limiter tous les stocks. C'est la production juste à temps : on ne fabrique que lorsque le client ou le suivant dans la chaîne de fabrication a besoin d'être livré. Cela permet de réduire l'énorme charge financière liée à la valeur de ces stocks. Tendre les flux permet aussi de faire peser directement la pression du délai de livraison sur tous les postes de la chaîne de production, contrainte, qui sinon est masquée par l'existence de stocks. La discipline du flux remplace celle du chronomètre.

KAN BAN

« Etiquette », en japonais. Moyen technique privilégié pour réaliser les flux tendus. Chaque bac de pièces est muni d'une étiquette. Quand on utilise un bac, on renvoie l'étiquette à l'atelier qui produit les pièces concernées afin de lancer en production un bac de remplacement.

JUSTE À TEMPS

Voir : flux tendus.

SMED

(Single Minute Exchange Die)

L'organisation des changements de série est un obstacle majeur aux flux tendus : plus il faut de temps pour changer de série, plus on a intérêt à faire du stock. Les techniques Smed regroupent les moyens mis en œuvre pour réduire les temps de changement de série. La taylorisation de cette activité permet, de plus, de confier cette tâche aux opérateurs de production non qualifiés.

LEAN PRODUCTION

Littéralement : « production maigre ». Concept global qui rassemble polyva-

lence, travail de groupe, flux tendus et zéro défaut. L'objectif central est de faire fondre la « graisse » accumulée autour des ateliers taylorisés, dans les services maintenance, qualité, gestion de production... Ces services non taylorisés occupaient, relativement, de plus en plus de monde. La taylorisation de ces tâches permet de réduire leurs effectifs et de réintégrer l'essentiel de leurs fonctions dans le lot taylorien normal. La hiérarchie intermédiaire voit, elle aussi, ses effectifs fondre.



REENGINEERING

Remodelage radical des organisations. L'objectif central est de casser la spécialisation des services administratifs, service commercial, juridique, comptabilité... au profit d'une organisation suivant les flux administratifs où les opérateurs deviennent polyvalents. Le savoir des spécialistes est intégré aux ordinateurs. Une telle réorganisation permet de diminuer radicalement le délai de traitement des affaires. On applique en fait les logiques industrielles du flux tendu aux services administratifs.

KAIZEN

« Processus d'amélioration continu », en japonais. C'est la mise en œuvre de l'idée très taylorienne qu'on peut toujours gratter quelque chose, éviter des temps morts, des manipulations inutiles ou des défauts dans un processus de production.

I
BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES * (1)

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours (2) est l'histoire de la lutte des classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon — en un mot, oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute société, soit par la ruine commune des classes en lutte.

Dans les premiers temps de l'histoire, nous trouvons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une hiérarchie variée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au Moyen Age, des seigneurs, des vassaux, des maîtres de jurande, des compagnons, des serfs et des hiérarchies particulières dans chacune de ces classes.

La société bourgeoise moderne élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer à celles d'autrefois de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.

Notre époque — l'époque de la bourgeoi-

sie — se distingue cependant par la simplification des antagonismes de classe. La société tout entière se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat.

Les serfs du Moyen Age engendrèrent les bourgeois des premières communes; de cette bourgeoisie des communes naquirent les premiers germes de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique donnèrent à la bourgeoisie naissante un champ d'action nouveau. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, les échanges commerciaux avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et des marchandises donnèrent enfin au commerce, à la navigation et à l'industrie un essor jusqu'alors inconnu et du même coup bâtèrent la croissance de l'élément révolutionnaire au cœur de la société féodale qui s'écroulait.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif qu'avait connu l'industrie ne suffisait plus aux besoins sans cesse croissants devant les nouveaux marchés. La manufacture vint prendre sa place. Les maîtres des jurandes disparurent devant la bourgeoisie industrielle; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail dans l'atelier même.

Mais les marchés grandissaient toujours, la demande croissait toujours. La manufacture devint à son tour insuffisante. Alors la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne détrôna la manufacture, la moyenne bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

Karl Marx: Le Manifeste du Parti Communiste

- Texte F : K. Marx, Manifeste du Parti Communiste

- Extrait : Bourgeois et Proletaires, pp. 20-35

La grande industrie a créé le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. Ce marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Celui-ci agit à son tour sur l'extension de l'industrie, et au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait elle aussi, accroissait ses capitaux et refoulait à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le Moyen Âge.

Nous voyons donc que la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication.

A chaque étape de l'évolution que parcourait la bourgeoisie, correspondait un progrès politique. Classe opprimée par le despotisme féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune (3), tantôt république urbaine indépendante (4), tantôt Tiers État de la Monarchie (5), taillable et corvéable, puis, durant la période manufacturière, contrepois de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'état représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Là où elle prit le pouvoir, elle détruisit toutes les relations féodales, patriarcales, idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser d'autre lien entre

l'homme et l'homme que le froid intérêt, les dures exigences du paiement comptant ». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange et, à la place des nombreuses libertés si chèrement acquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, aride.

La bourgeoisie a dépouillé de leurs auréoles toutes les activités qui passaient jusqu'alors pour vénérables et que l'on considérait avec un saint respect. Médecin juriste, prêtre poète, homme de science, de tous elle a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentiment et d'émotion qui couvrait les relations familiales et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la manifestation de la force brutale, que la réaction admire tellement dans le Moyen Âge, trouva son complément naturel dans la lâcheté la plus crasse. C'est elle qui, la première, a montré ce dont l'activité humaine était capable. Elle a créé de tout autres merveilles que les Pyramides d'Égypte, les aqueducs de Rome, les cathédrales gothiques ; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les Invasions et les Croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux. La conservation immobile de l'ancien mode de production était au contraire, pour tou-

tes les classes industrielles antérieures, la condition première de l'existence. Ce bouleversement continu de la production, cet ébranlement ininterrompu de tout le système social, cette agitation et cette perpétuelle insécurité distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés avec leur cortège de notions et d'idées antiques et vénérables se dissolvent ; tous ceux qui les remplacent vieillissent avant même de pouvoir s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés de jeter un regard lucide sur leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a été à l'industrie sa base nationale. Les anciennes industries nationales ont été détruites, et le sont encore tous les jours.

Elles sont supplantées par de nouvelles industries dont l'adoption devient, pour toutes les nations civilisées, une question de vie ou de mort ; ces industries n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits nationaux naissent des besoins nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale,

24

se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent un bien commun. Le particularisme et la frontière nationale deviennent de plus en plus impossibles ; de la multiplicité des littératures nationales et locales, naît une littérature mondiale.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits reste la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine, et contraint à capituler les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Elle force toutes les nations à adopter le style de production de la bourgeoisie — même si elles ne veulent pas y venir ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation — c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle forme un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités, elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes et par là, elle a arraché une importante partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus le gaspillage des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de productions et concentré la propriété dans un petit

25

nombre de mains. La centralisation politique fut la conséquence fatale de ces changements. Des provinces indépendantes, tout justes fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours d'une domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productrices plus nombreuses et plus colossales que ne l'avait fait tout l'ensemble des générations passées. La mise sous le joug des forces de la nature, le machinisme, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la navigabilité des fleuves, des populations jaillies du sol : quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives sommeillaient au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange sur la base desquels s'est édifié la bourgeoisie furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré, de développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture — en un mot le régime féodal de propriété — cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait briser ces chaînes, on les brisa.

A la place s'éleva la libre concurrence avec une constitution sociale et politique appropriée, la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

• D'abord parce que Marx avait fondé son analyse de la société sur le rôle fondamental du « matérialisme historique » : le système de production des biens matériels déterminant à tout moment toute l'activité économique et la vie sociale, politique et culturelle et constituant le moteur de l'évolution de chaque collectivité. Or aucune société depuis le XIX^e siècle n'a autant été dominée par le matérialisme que la nôtre, aucune ne lui a laissé diriger son développement aussi tyranniquement.

• Ensuite, parce que l'analyse marxiste conduit à considérer que, dans la société capitaliste, les relations entre les individus se ramènent exclusivement à un échange marchand de biens matériels et donc n'ont rien d'« humain » et se réduisent à des transactions sur des « choses ». « Les personnes » écrit Marx « n'ont affaire les unes aux autres qu'autant qu'elles mettent certaines choses en rapport entre elles comme marchandises. Elles n'existent les unes pour les autres qu'à titre de représentants de la marchandise qu'elles possèdent »¹ : ce que Marx appelle la « réification » des relations des individus². Et dans le « Manifeste du parti communiste », il proclame « la bourgeoisie a déchiré le voile de sentiment et d'émotion qui couvrait les relations familiales et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent ».

Or, jamais les relations entre individus n'ont été aussi vidées de tout élément humaniste pour se limiter à leurs seuls aspects financiers quelle que soit la communauté : famille, collectivité locale, entreprise. La crise angoissante de la famille occidentale vient de ce que les relations entre ses membres se rapprochent de plus en plus du schéma marxiste en se dépouillant sans cesse plus de toute richesse affective pour se limiter à des rapports d'argent. De même, le culte du matérialisme combiné avec l'ultra-libéralisme fracture à nouveau l'entreprise. À l'Ouest, le nouveau comportement du patronat recherchant une suppression systématique d'emplois même dans des entreprises prospères y fait ressurgir une lutte des classes entre dirigeants et salariés que la croissance économique et une coopération réformatrice avaient considérablement atténuée.

Cette hostilité qui se développe maintenant dans l'entreprise contre ses dirigeants est d'ailleurs le reflet de l'agressivité généralisée qui monte sans cesse plus dans une société portée par une concurrence de plus en plus dure.

À l'Sud, l'intégration au libre-échange mondial reproduit dans un certain nombre d'« usines-bagnes » du Tiers Monde le pire capitalisme du XIX^e siècle où l'immense misère d'une masse asservie

1. Cité par G. Deleplace « Théories du capitalisme : une Introduction », Éd. Maspéro, Paris 1981, p. 232.

2. « réification », néologisme créé à partir du mot latin « res » (= chose) pourrait se traduire par « chosification ».

créée, par son exploitation, d'immenses fortunes et les bases d'une Révolution pour demain.

À l'Est, c'est toute la société que le choc de l'ultra-libéralisme fracture, faisant plonger une partie de la population dans un chômage sans cesse grandissant – 15 % des actifs en Pologne en 1993 –, une autre dans les souffrances et les épreuves d'une conversion trop brutale aux contraintes du marché mondial, tandis que seule une minorité s'y enrichit souvent d'ailleurs avec excès et trop d'ostentation. Par un choc en retour contre la violence de la « thérapie de choc » appliquée par des économistes ultra-libéraux formés à Harvard, le marxisme amorcé en Europe de l'Est une remontée spectaculaire. Quatre ans seulement après la chute du mur de Berlin, l'année 1993 voit une Lituanie à nouveau gouvernée par les communistes ainsi que la Pologne et la Biélorussie.

À l'Ouest comme au Sud et à l'Est, la société de la fin du XX^e siècle va d'ailleurs plus loin encore que celle du XIX^e siècle dans la voie critiquée par Marx : ce ne sont pas seulement les rapports entre les hommes qui sont « réifiés » (c'est-à-dire « chosifiés »), c'est l'être humain lui-même qui est maintenant transformé en chose : notamment en objet de consommation sexuelle.

Les mœurs se rapprochent ainsi sans cesse plus de la conception que Marx s'en faisait dans le régime capitaliste.

• Enfin, aucune autre société depuis un siècle n'a été aussi hostile à cet idéalisme que Marx a si ardemment combattu, n'a autant fait pour l'éliminer de l'idéologie collective, des structures sociales et de l'activité économique. Situation d'autant plus alarmante que la matérialisation – et donc la déshumanisation – de la société se poursuit implacablement, jour après jour, en particulier dans l'activité économique (cf. ci-après III).

La progression vers le matérialisme absolu conduit aussi à l'absolutisme matérialiste. C'est une omnipotence non saignante, à l'inverse de celle de Staline ou de Mao, mais une pression omniprésente, dans le temps et l'espace, obsédante, s'insinuant jusque dans les tréfonds de la vie quotidienne par le martèlement permanent et universel des médias, finalement aussi enveloppante que celle des dictatures communistes du XX^e siècle par l'élimination systématique des opposants – c'est-à-dire des humanistes – rejetés des centres de pouvoir qui commandent les médias, l'enseignement, l'économie, l'administration, marginalisés intellectuellement et socialement, paupérisés financièrement, et pour certains même, relégués ou parfois enfermés – s'ils refusent de « s'adapter », c'est-à-dire de se plier – dans les « goulags psychologiques » de la société matérialiste : la camisole chimique des médicaments tranquillisants, la consommation des drogues tolérées – alcool, tabac, vitesse – ou interdites, les hôpitaux psychiatriques.

Les « libéraux » qui gouvernent l'Occident ne se rendent pas compte qu'en se faisant les instruments du vaste courant idéologique et des puissantes structures qui portent le matérialisme dans la voie de la conquête intégrale de notre société, ils préparent la plus belle victoire que Marx ait pu rêver, l'écrasement de ce qu'il considérait comme son pire ennemi : l'humanisme !¹.

II. LES CARENCES SCIENTIFIQUES DU MATÉRIALISME

L'idéologie matérialiste, condamnable sur le plan moral, l'est aussi sur le plan scientifique en raison de ses deux carences majeures : un optimum de développement très mutilant (A), une destruction accélérée de biens immatériels par leur négation (B).

A. Un optimum de développement très mutilant

Parallèlement montent dans la société « le tout économique » et dans l'économie le « tout matérialiste », entraînant une domination totalitaire du matérialisme sur la société qui devient ainsi unidimensionnelle et dramatiquement mutilante de l'homme.

1. L'économie submerge la société

Au point que la société juge maintenant secondaires les autres formes de l'activité humaine – foi, culture, politique, vie familiale, action sociale, recherche, enseignement... – et, dans une large mesure, ne les considère même que sous l'angle de leur rapport avec l'économie.

En témoigne l'exaltation actuelle de l'entreprise dans la conscience collective. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, le modèle d'organisation était le service public ; les entreprises se voyaient prescrire une gestion assumant une mission d'intérêt général – création d'emplois, aménagement du territoire, développement des exportations, progrès social – et conduisant d'ailleurs souvent à leur nationalisation. En cette fin du xx^e siècle, c'est l'inverse ; ce sont les services publics qui se voient imposer le modèle de gestion de l'entreprise privée, ce qui aboutit d'ailleurs souvent à leur privatisation. Même s'ils sont encore gérés par l'Etat, comme les chemins de fer ou les télécommunications, ils font passer les objectifs d'intérêt général, tel l'aménagement du territoire,

1. Marx a lui les socialistes humanistes comme Proudhon plus encore que la bourgeoisie à laquelle il rendait hommage pour son efficacité économique.

après celui de la rentabilité. L'Etat lui-même pour se mettre à la mode du jour s'essaie à devenir une entreprise, à situer le maximum de ses activités dans un cadre lucratif, à rechercher le profit plus que l'accomplissement d'une mission de progrès collectif au service de tous.

Le score spectaculaire du milliardaire Ross Perot aux élections présidentielles américaines de 1992 illustre la percée dans l'opinion publique du grand patron qui veut gérer l'Etat comme une entreprise privée avec les mêmes méthodes de productivité mais aussi les mêmes objectifs du « tout matérialiste ».

2. Le matérialisme submerge l'économie

La réduction de la société à sa seule dimension économique est encore aggravée par la réduction de l'économie à sa seule dimension matérialiste : au seul objectif d'une maximisation toujours croissante de la production des biens matériels en volume et en valeur. Le critère exclusif de performance d'une économie – et donc d'une société – est désormais l'accroissement collectif du gain d'argent, c'est-à-dire le profit.

L'optimum de développement est ainsi centré sur l'augmentation rapide du Produit Intérieur Brut (PIB) conçu exclusivement comme la somme des activités économiques du pays, sans se préoccuper de savoir si elles répondent aux aspirations essentielles de la population ou même seulement si elles accroissent ses satisfactions. Or, de plus en plus matérialiste sous la pression de la dynamique économique, la société occidentale devient aussi de plus en plus fragile par une divergence croissante entre son développement et les besoins de ses membres.

L'absurdité de cet objectif monolithique éclate sur deux plans : il mute, il appauvrit et le masque.

• La première critique contre l'optimum matérialiste de développement est qu'il lamine, ou même élimine toutes les aspirations humanistes collectives, essentielles pour la qualité de la vie et donc le bonheur : il n'intègre, au moins dans ses objectifs prioritaires, ni l'écologie, ni la santé, ni la sécurité, ni l'urbanisme, ni l'aménagement du territoire, ni l'emploi, ni la recherche ou la culture. Que la nature soit dévastée, que la drogue, le tabac, l'alcool, le cancer, les troubles mentaux, les suicides explosent, que la criminalité déferle, que les mégapoles meurent de congestion et les campagnes d'hémorragie, que le chômage ravage la jeunesse, que la masse de la population vive en dehors de toute culture... : tous ces problèmes laissent éperdument indifférents les économistes matérialistes et les financiers qui recherchent prioritairement le seul accroissement du PIB pour la collectivité et du profit pour les entreprises, et la réalisation des « grands équilibres » (des prix et du commerce extérieur) qui à leurs yeux conditionnent l'expansion durable de l'économie.

Conception d'autant plus mutilante du développement qu'elle va radicalement à l'encontre des besoins et des désirs collectifs. Depuis plus d'une vingtaine d'années, les enquêtes d'opinion montrent que les Français, interrogés sur leurs souhaits pour l'avenir, sont attachés en priorité, à la santé et à la lutte contre les grandes maladies - leur désir le plus cher - à la nature et au combat contre la pollution, à la vie dans une ville petite ou moyenne et non dans la mégalopole parisienne, au progrès de l'amitié dans les rapports humains plus qu'à la disparition des inégalités entre les différentes classes sociales.

• La seconde critique majeure contre l'optimum matérialiste du développement est de masquer la réduction du bien-être - et donc la paupérisation en profondeur - qu'entraîne ce type d'expansion par une falsification de la réalité économique. Le mode de calcul du PIB (Produit Intérieur Brut) comptabilise seulement en effet les activités de production et de services et la richesse matérielle qu'elles créent, sans tenir compte du degré de satisfaction qu'elles procurent. La multiplication des nuisances (accidents, pollutions, maladies), en augmentant les dépenses nécessaires pour les réparer ou les compenser, apparaît donc à la lecture du PIB comme un « plus » pour la collectivité. Un véritable indice du bien-être les comptabiliserait au contraire comme un « moins » en raison d'une consommation de ressources nationales qui n'apporte pas un « mieux » à l'état antérieur, mais seulement le reconstruit souvent imparfaitement ou en indemnise la dégradation. Si l'expansion d'une usine entraîne la pollution massive d'une rivière et que son épuration coûte 300 millions, cette opération de dépollution se traduira dans le PIB par une augmentation d'activité de 300 millions; mais le bien-être des habitants n'aura pas progressé; ils auront seulement retrouvé la pureté initiale de la rivière.

En allant plus loin encore dans cette logique de l'absurde, si tous les Français étaient victimes d'un accident de la route et qu'il faille leur couper une jambe et la remplacer par une jambe de bois, ils seraient beaucoup plus heureux selon les économistes orthodoxes! Le PIB augmenterait en effet dans le secteur secondaire par la fabrication de 55 millions de jambes de bois, dans le secteur tertiaire par les honoraires versés aux chirurgiens pour les greffes et les frais payés aux hôpitaux.

Le même raisonnement peut être étendu à toutes les nuisances et à toutes les dégradations de l'individu. Toute la crise de barbarie - criminalité, maladies de civilisation, tranquillitants, pollution, alcoolisme, tabagisme, drogue - s'inscrit dans le PIB comme un « plus »: un supplément de dépenses et donc d'activité au profit des entreprises de sécurité ou de dépollution, des professionnels de la santé, des fabricants et distributeurs d'alcool et de tabac, des laboratoires pharmaceu-

tiques. Alors qu'il en résulte un spectaculaire recul du bonheur national!

Plus la crise de l'homme s'aggrave - et donc plus les Français sont malheureux - plus le PIB augmente! Effarante contradiction d'une économie matérialiste qui, au lieu de déduire du PIB le coût des gaspillages collectifs en nuisances, maladies et accidents, les y ajoute! Elle crée ainsi une distorsion croissante entre l'expansion de l'économie et la satisfaction des individus et donc une opposition grandissante des hommes à l'économie, qui risque d'aller à la rupture, par le rejet révolutionnaire du type actuel de croissance.

Abolissons donc la religion du PIB (Produit Intérieur Brut) fondée sur son assimilation au bien-être collectif. Au contraire, pour mesurer le degré de satisfaction d'une population et son évolution, utilisons un autre instrument de mesure, comme nous l'avons proposé dès 1971¹: l'indice du bien-être réalisant la synthèse selon la formule $B = N + M + C$.

- du Niveau de vie (N), concrétisant la quantité de biens matériels possédés
- du Milieu de vie (M) traduisant l'état de l'environnement physique
- et des Conditions de vie (C) exprimant la situation de l'environnement social.